

**RAPPORT SUR  
LE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE EN  
CÔTE D'IVOIRE :  
ETAT DES LIEUX ET  
TENDANCES**

---





Ce rapport a été produit par le groupe de recherche « Gouvernance Société Développement Economique - GSDE » du CSRS, plus précisément par le DAP- Économie de l'environnement et du Développement local.

**Il a été préparé par :**

Dr Ariane AMIN, Economiste, Enseignant-chercheur Université Félix Houphouët Boigny de Cocody, Chercheur associé au CSRS - responsable du DAP Economie de l'environnement et du développement local,

Mr Aguib Diakitè, Economiste, Chercheur associé au CSRS

Dr Amanzou Aubin, Economiste, Enseignant Chercheur Université Virtuelle de Côte d'Ivoire, Chercheur associé au CSRS

Dr Mobio Jacob, Sociologue, Chercheur associé au CSRS

Mr Nestor N'dri, Sociologue, Doctorant Université Alassane Ouattara de Bouaké, Chercheur associé au CSRS

**Avec les contributions de :**

Dr Adou Djané, Sociologue, Chercheur Institut National d'Hygiène Publique, Chercheur associé au CSRS - responsable du DAP Systèmes Sociaux

Pr Ouattara Karim, Biologiste, Enseignant-chercheur Université Félix Houphouët Boigny de Cocody, Chercheur associé au CSRS - responsable du DAP Biodiversité animale, Ethologie et Services écosystémiques

Dr Doudjo Ouattara, Botaniste, Enseignant-chercheur Université NANGUI ABROGOUA, Chercheur associé au CSRS - responsable du DAP Biodiversité végétale et Bioproduction

Pr Ettien Jean-Baptiste, Agro-pédologue, Enseignant-chercheur Université Félix Houphouët Boigny de Cocody, Chercheur associé au CSRS - responsable du DAP Durabilité des systèmes de production agricole et sécurité alimentaire

Pr Konan Georgette, Nutritionniste, Enseignant-chercheur Université Félix Houphouët Boigny de Cocody, Chercheur associé au CSRS - responsable du DAP Mode de vie, et transition nutritionnelle

Pr Brama Kone, Environnementaliste (option eau et santé), Enseignant- Chercheur Université Péléforo Gon Coulibaly, Chercheur Associé au CSRS

Dr Tchicaya Emile, Entomologiste, Enseignant- Chercheur Université Péléforo Gon Coulibaly, Chercheur Associé au CSRS

**Contact :**

Email : [gsde@csrs.ci](mailto:gsde@csrs.ci)

Tél: +225 27 23 47 27 90 / +225 07 78 26 81 21

RAPPORT SUR  
**LE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE EN  
CÔTE D'IVOIRE :**  
ETAT DES LIEUX ET  
TENDANCES

---

# Sommaire

<b>Préface</b>	<b>7</b>
<b>Messages clés pour les décideurs</b>	<b>8</b>
<b>1. ODD et perspectives de développement en Côte d'Ivoire</b>	<b>10</b>
<b>1.1. ODD et documents stratégiques nationaux</b>	<b>10</b>
1.1.1. Étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040 et ODD	10
1.1.2. Plan national de développement PND 2016-2020 et ODD	11
<b>1.2. ODD et documents stratégiques des partenaires internationaux</b>	<b>11</b>
1.2.1. Rapport Banque Mondiale sur la situation économique en Côte d'Ivoire 2019 et ODD	11
1.2.2. Rapport BAD sur les perspectives économiques en Afrique 2019 et ODD	12
<b>1.3. Synthèse de l'analyse des rapports</b>	<b>13</b>
<b>2. Développement durable en Côte d'Ivoire et recherche scientifique</b>	<b>14</b>
<b>2.1. Distribution chronologique des publications</b>	<b>14</b>
<b>2.2. La représentation des ODD dans les publications scientifiques</b>	<b>15</b>
<b>2.3. L'implication des chercheurs ivoiriens dans la recherche sur le développement durable en Côte d'Ivoire</b>	<b>16</b>
2.3.1. Nombre d'articles d'auteurs ivoiriens par an	16
2.3.2. Nombre d'articles d'auteurs ivoiriens par thème des ODD	17
<b>2.4. Synthèse</b>	<b>18</b>
<b>3. Indicateurs et tendances du développement durable en Côte d'Ivoire</b>	<b>19</b>
<b>3.1. « Drivers »</b>	<b>19</b>
3.1.1. Forces motrices économique	19
3.1.2. Forces motrices démographiques	21
<b>3.2. « Pressures »</b>	<b>22</b>
3.2.1. Pression sur le capital humain	22
3.2.2. Pression sur le capital économique	24
3.2.3. Pression sur le capital environnemental	25
<b>3.3. « State »</b>	<b>26</b>
3.3.1. Capital humain	26
3.3.2. Capital économique	28
3.3.3. Capital environnemental	31
<b>3.4. « Impacts and Responses »</b>	<b>32</b>
3.4.1. Réponses pour le capital humain	32
3.4.2. Réponses pour le capital économique	33
3.4.3. Réponses pour le capital environnemental	33
<b>3.5. Synthèse générale sur les indicateurs et tendances du développement durable en Côte d'Ivoire</b>	<b>35</b>
<b>4. A la rencontre d'un « champion national » du développement durable</b>	<b>36</b>
<b>4.1. Présentation du Centre Suisse De Recherche Scientifique en Côte D'ivoire</b>	<b>36</b>
<b>4.2. Présentation de quelques projets du CSRS en lien avec les ODD par groupes de recherche et Domaine d'Activités Principales</b>	<b>37</b>
<b>5. Annexe Méthodologique</b>	<b>41</b>
<b>5.1. Méthodologie pour l'analyse de contenu – section 1</b>	<b>41</b>
<b>5.2. Méthodologie pour l'analyse bibliométrique – section 2</b>	<b>41</b>



# Préface

Le concept de développement durable matérialise le besoin pour les politiques, chercheurs et praticiens de relever les défis sociaux, économiques et environnementaux présents, auxquels fait face l'humanité, tout en préservant l'avenir des générations futures. Le développement économique est donc durable s'il est économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Un rapport sur le Développement Durable prenant appui sur le cas de la Côte d'Ivoire, est une contribution qui cadre avec la vision et les missions du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS), être une institution de référence pour la recherche et la formation à la recherche, une plateforme efficace de partenariat régional et international générant des évidences pour la science et le développement durable.

Pour les pays en quête d'émergence qui vise à la diversification de l'économie tout en garantissant une amélioration du bien-être des populations, les objectifs d'efficacité, d'équité et de soutenabilité sont des objectifs importants, voire même impérieux, dans le contexte du développement durable.

La Côte d'Ivoire, dans son rôle de moteur de croissance important dans la zone UEMOA vise à se donner les moyens de poursuivre et d'atteindre un développement économique plus important mais sans sacrifier à la nécessité de la durabilité de cette émergence économique.

Il est important, dans ce but de regarder à des pas de temps réguliers, les tendances du parcours réalisé afin d'identifier non seulement les points de satisfaction à soutenir mais plus importants encore les domaines ou actions à renforcer pour satisfaire aux exigences du développement durable.

Le présent rapport se propose chaque 2 ans de faire pour la Côte d'Ivoire un état des lieux du développement durable. Ce rapport fera un focus sur :

- (i) La prise en compte du développement durable et plus spécifiquement des ODD dans les stratégies et politiques nationales en s'appuyant sur l'analyse de documents stratégiques
- (ii) L'état des connaissances scientifiques sur le développement durable en Côte d'Ivoire
- (iii) Les tendances du développement durable en Côte d'Ivoire
- (iv) L'expérience d'une institution championne du développement durable en Côte d'Ivoire

Je souhaite une bonne lecture et un usage fructueux des résultats de même qu'un engagement à relever les défis que soulève ce rapport sur l'état des lieux et des tendances du Développement Durable en Côte d'Ivoire

**Prof. Inza Koné**

*Directeur Général, Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire*

# Messages clés pour les décideurs

1. La terminologie d'ODD qui matérialise les attentes en termes de développement durable est très peu intégrée dans les documents stratégiques consultés : Étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040, Plan national de développement PND 2016-2020 : Orientations stratégiques ; Rapport BAD \_ Perspectives économiques en Afrique 2019 ; Rapport Banque Mondiale \_ Situation économique en Côte d'Ivoire : Que la route soit bonne Améliorer la mobilité urbaine à Abidjan. Il ressort également que les priorités en termes d'ODD pris en compte sont orientés vers la satisfaction des besoins sociaux notamment l'emploi, l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté, la paix. Les objectifs liés aux questions environnementales sont moins évoqués. La notion de développement durable intègre bien pourtant à la fois la dimension économique, sociale et environnementale.
2. La recherche sur le développement durable en Côte d'Ivoire progresse. Les tendances suivent les grandes conventions internationales qui mettent à l'honneur le développement durable et qui sûrement impactent positivement l'obtention de financement pour la recherche. Contrairement aux documents stratégiques de développement, l'ensemble des problématiques environnementales a été largement évoqué dans les articles scientifiques sur la Côte d'Ivoire. Par exemple, l'ODD14 (Vie aquatique) qui n'est évoqué dans aucun des documents stratégiques consultés vient en troisième position dans les thématiques de développement durable les plus publiées par des chercheurs ivoiriens. Cela montre la nécessité de renforcer la collaboration entre les décideurs publics et les chercheurs.
3. Les indicateurs sur les tendances du développement durable en Côte d'Ivoire montrent que les enjeux restent encore très importants. Les modes de productions et de consommation qui sont le moteur de l'économie ivoirienne consomment les ressources naturelles de façon peu efficace et durable et impactent fortement le capital environnemental. La jeunesse de la population ivoirienne et sa croissance limitent les efforts pour l'amélioration de l'accès aux services de bases et impactent le capital humain et économique. Pour l'heure l'état des différents actifs indispensables pour le développement durable que sont le capital humain, économique et environnemental sont en amélioration, comparativement aux 10 dernières années. Cependant, les réponses en termes de dépenses publiques et de stratégies de développement durable ne sont pas totalement adaptées aux enjeux, surtout en ce qui concerne le renforcement du capital humain et environnemental.



## LES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

## 1. ODD et perspectives de développement en Côte d'Ivoire

Dans quelle mesure le concept de développement durable et plus spécifiquement les objectifs de développement durable (ODD) sont pris en compte dans les perspectives de développement en Côte d'Ivoire ? Deux des principaux documents de perspective de développement de la Côte d'Ivoire ainsi que 2 rapports d'institutions internationales sur les perspectives de développement de la Côte d'Ivoire ont été analysés pour répondre à cette question (Voir annexe méthodologique).

Titre du document	Institution	Année	Nombre de pages
Étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040	Ministère du plan et du développement	2016	162
Plan national de développement PND 2016-2020. Orientations stratégiques	Ministère du plan et du développement	2016	120
Perspectives économiques en Afrique 2019	Banque Africaine de Développement	2019	234
Situation économique en Côte d'Ivoire : Que la route soit bonne. Améliorer la mobilité urbaine à Abidjan	Groupe de la banque mondiale	2019	64

### 1.1. ODD et documents stratégiques nationaux

#### 1.1.1. Étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040 et ODD

L'analyse du rapport Synthèse ENP-CI, montre que l'ODD 4 (Accès à une éducation de qualité) et l'ODD 16 (Justice et Paix) occupent une grande partie des préoccupations nationales. Il ressort que l'objectif à long terme des politiques de développement en Côte d'Ivoire soit une éducation pour tous et une paix durable. Les autres ODD sont pris en compte dans les perspectives de développement, mais pas dans les mêmes proportions que les ODD 4 et 16. En revanche, l'ODD 14 est inexistant dans ce rapport. Ce qui révèle la faible préoccupation pour les problématiques liées aux océans et mers.

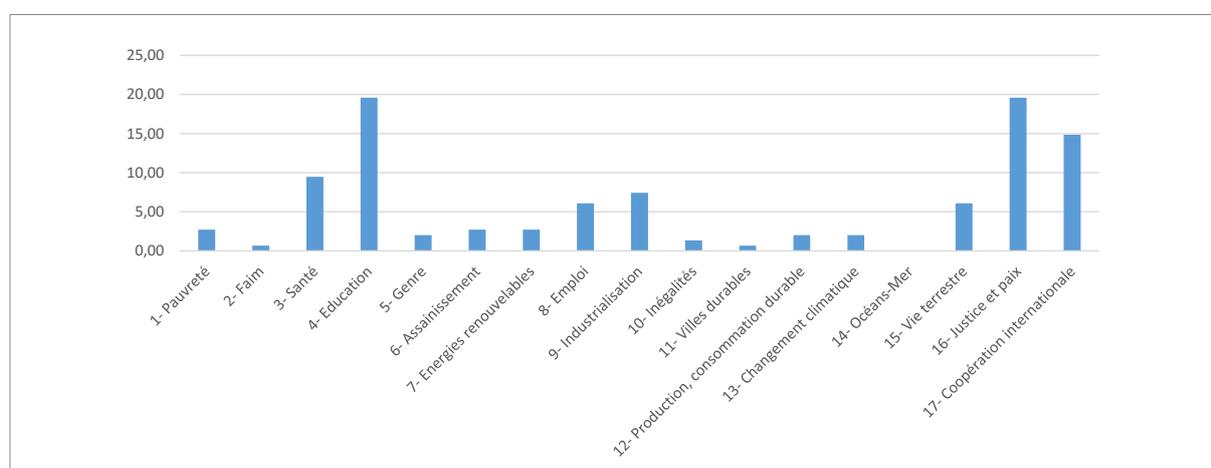


Figure 1 : Occurrence des ODD dans le rapport de l'Etude Nationale Prospective Côte d'Ivoire \_ENP-CI\_2040

### 1.1.2. Plan national de développement PND 2016-2020 et ODD

L'analyse de contenu du rapport PND 2016-2020 montre que les politiques de développement sur la période 2016-2020 sont orientées vers l'accès à l'emploi décent. La priorité du gouvernement pour la période 2016-2020 semble être de garantir l'accès à l'emploi (Figure 3). Les autres axes importants dans le PND sont l'éducation et la santé. Cela est justifié par la part considérable des ODD 4 et 3 dans le rapport. Les autres ODD sont pris en compte dans les stratégies de développement, mais pas au même titre que les questions d'emploi, de santé et d'éducation. L'ODD 14, comme dans le rapport ENP-CI 2040, et l'ODD 12 sont quasi-inexistants dans le PND 2016-2020. La promotion de la production et la consommation responsable, ainsi que les problématiques liées aux océans et mers sont donc absents du PND. Le besoin d'adapter notre mode de production, par la promotion d'une agriculture plus durable par exemple, représente pourtant un défi impérieux pour un pays comme la Côte d'Ivoire où les tendances de la déforestation risque de compromettre les acquis du développement économique si rien n'est fait.

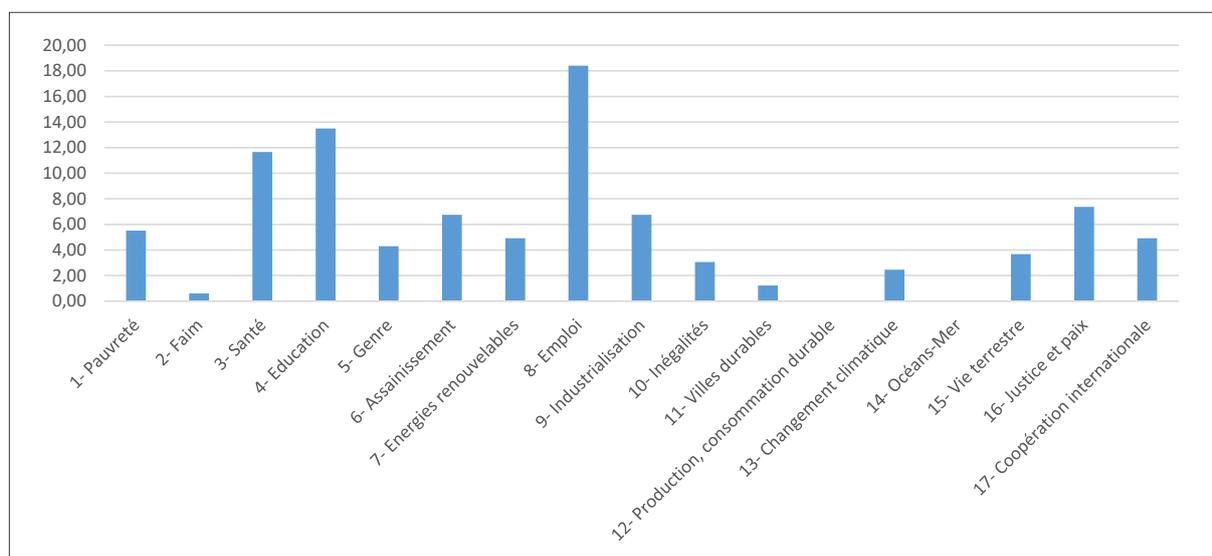


Figure 2 : Occurrence des ODD dans le rapport TOME2\_PND-CI-2016-2020

## 1.2. ODD et documents stratégiques des partenaires internationaux

### 1.2.1. Rapport Banque Mondiale sur la situation économique en Côte d'Ivoire 2019 et ODD

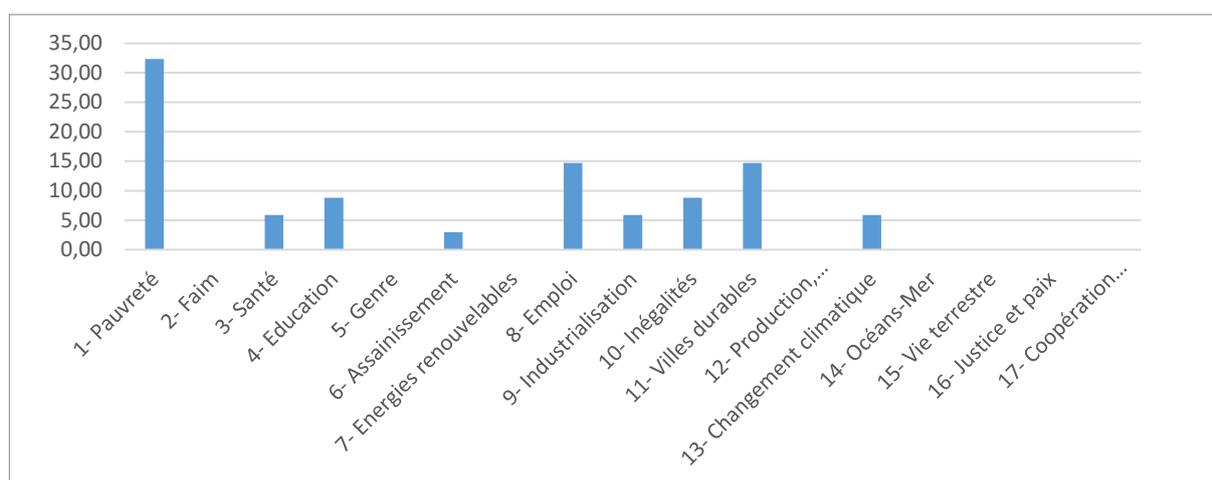


Figure 3 : Occurrence des ODD dans le rapport BM CI 2019

Le rapport de la banque mondiale met plus en évidence l'ODD 1 c'est-à-dire l'éradication de la pauvreté (Figure 4). Dans ce rapport, la plupart des messages sont orientés vers l'éradication de la pauvreté sans toutefois mentionner clairement la terminologie « ODD ». L'accès à l'emploi (ODD 8) est le deuxième élément que le rapport met en exergue. Ce qui s'aligne avec les priorités stratégiques de la Côte d'Ivoire tel que présenté dans le PND 2016-2020. Une autre priorité que fait ressortir le rapport de la Banque Mondiale est lié à la problématique des « villes durables » relative à l'ODD 11.

Bien que ne mentionnant pas distinctement les terminologies « développement durable » et « ODD » le rapport de la banque mondiale s'aligne plus ou moins sur les priorités de développement durable de la Côte d'Ivoire.

### 1.2.2. Rapport BAD sur les perspectives économiques en Afrique 2019 et ODD

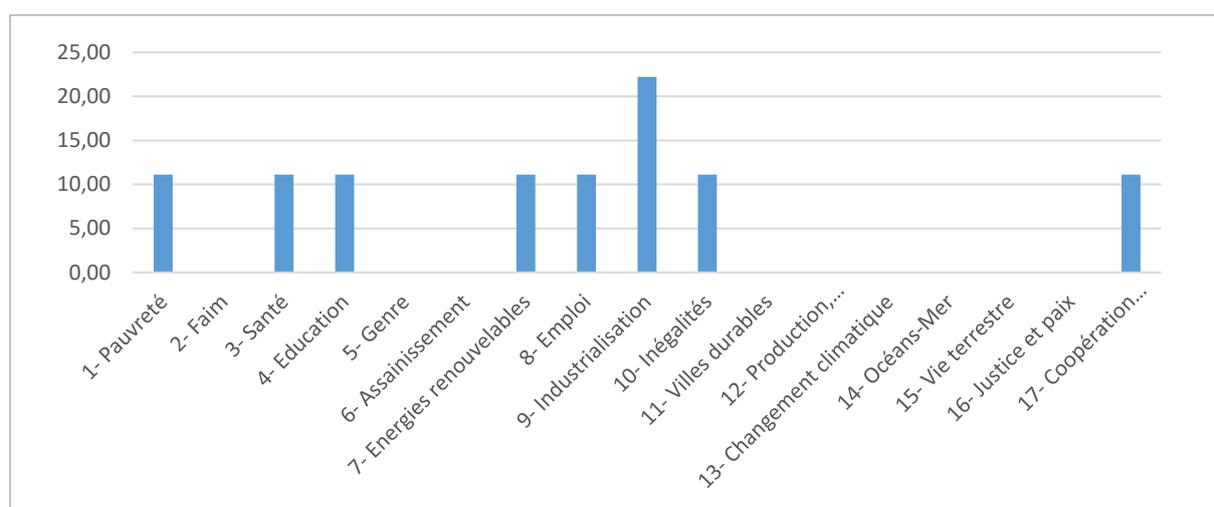


Figure 4 : Occurrence des ODD dans le rapport BAD 2019

Le rapport BAD 2019 est orienté vers l'ODD 9, c'est-à-dire l'industrie, l'innovation et les infrastructures. L'ODD 9 est pris en compte dans les documents stratégiques nationaux mais pas de façon explicite comparativement aux problématiques d'emploi, de santé et d'éducation et bien que ces questions soient fortement liées. Les autres ODD y sont équitablement évoquées. Hormis les questions d'énergies renouvelables qui sont liées aux thématiques d'industrialisation, les thématiques environnementales et de changement climatique sont quasi inexistantes dans le rapport BAD 2019.

### 1.3. Synthèse de l'analyse des rapports

L'étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040 ainsi que le Plan national de développement PND 2016-2020 mentionnent clairement le concept de développement durable. Le rapport BAD-2019 intègre également le concept de développement durable. Néanmoins seul le Plan National de Développement qui est à court terme (2016-2020) inclut spécifiquement la terminologie d'ODD. Le document de perspective à l'horizon 2040 ainsi que le rapport BAD 2019 n'utilisent pas la terminologie d'ODD. Le rapport de la Banque Mondiale 2019 sur la situation économique en Côte d'Ivoire ne cite ni les ODD ni n'intègre explicitement la notion de « développement durable ». En somme la terminologie d'ODD qui matérialise les attentes en termes de développement durable est très peu intégrée dans les documents stratégiques consultés (Figure 5).

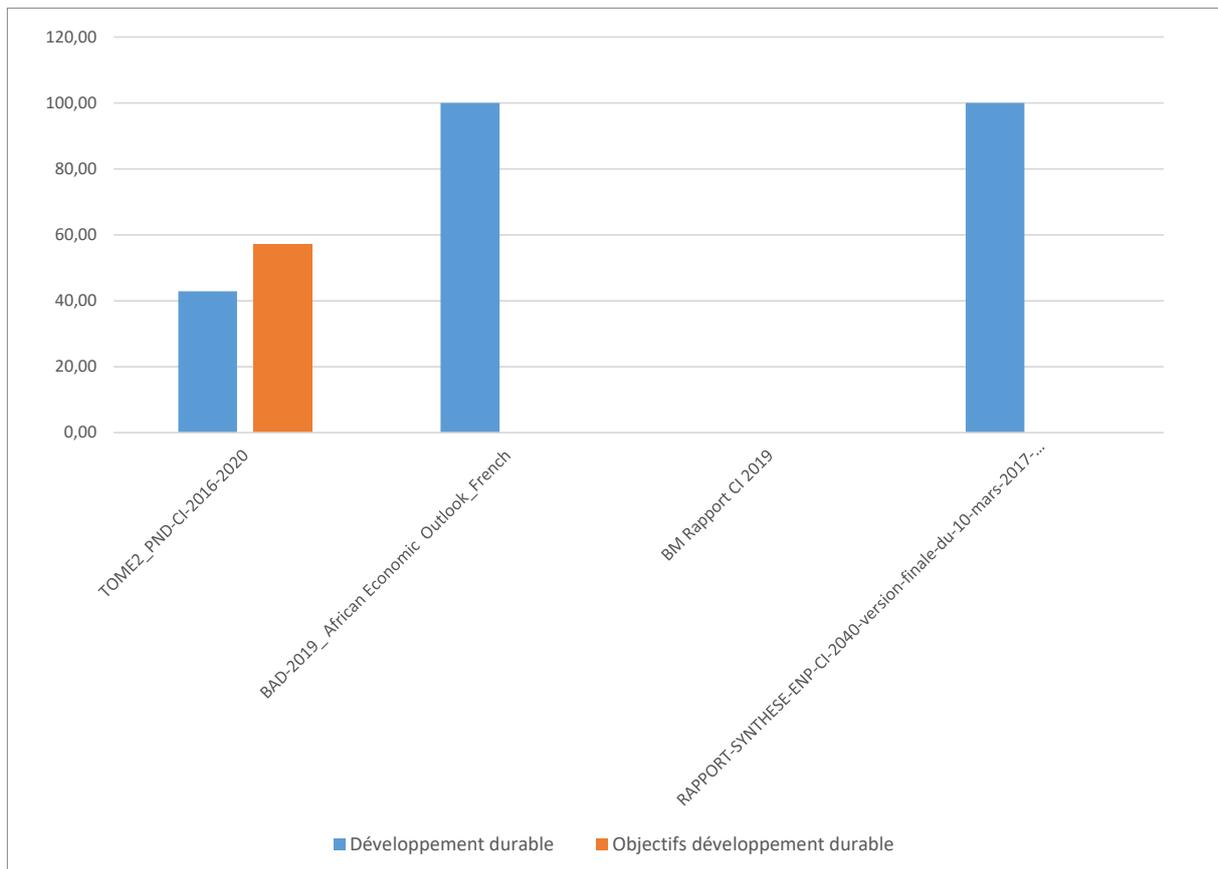


Figure 5 : Occurrence des termes Développement durable et Objectifs du Développement Durable dans les rapports

Au terme de l'analyse de ces rapports, il ressort que les priorités en termes d'ODD pris en compte sont orientés vers la satisfaction des besoins sociaux notamment l'emploi, l'éducation la santé, la lutte contre la pauvreté, la paix. Les objectifs liés aux questions environnementales sont moins évoqués dans ces rapports. La notion de développement durable intègre bien pourtant à la fois la dimension économique, sociale et environnementale.

## 2. Développement durable en Côte d'Ivoire et recherche scientifique

Cette section vise à présenter un état des lieux sur les travaux scientifiques sur le développement durable en Côte d'Ivoire. Elle expose les résultats de l'analyse bibliométrique sur le développement durable en Côte d'Ivoire. Les publications sur le thème du développement durable sont relativement abondantes. L'étude bibliométrique présentée ici, n'est nullement une étude exhaustive. L'approche systématique utilisée permet tout de même d'obtenir des informations robustes sur la représentation relative des publications sur la Côte d'Ivoire par rapport aux publications sur le développement durable dans le monde (Voir annexe méthodologique). Les publications scientifiques prises en compte sont les études qui permettent, soit de faire un état des lieux sur le développement durable en Côte d'Ivoire, soit qui produisent des connaissances qui permettent d'atteindre le développement durable.

### 2.1. Distribution chronologique des publications

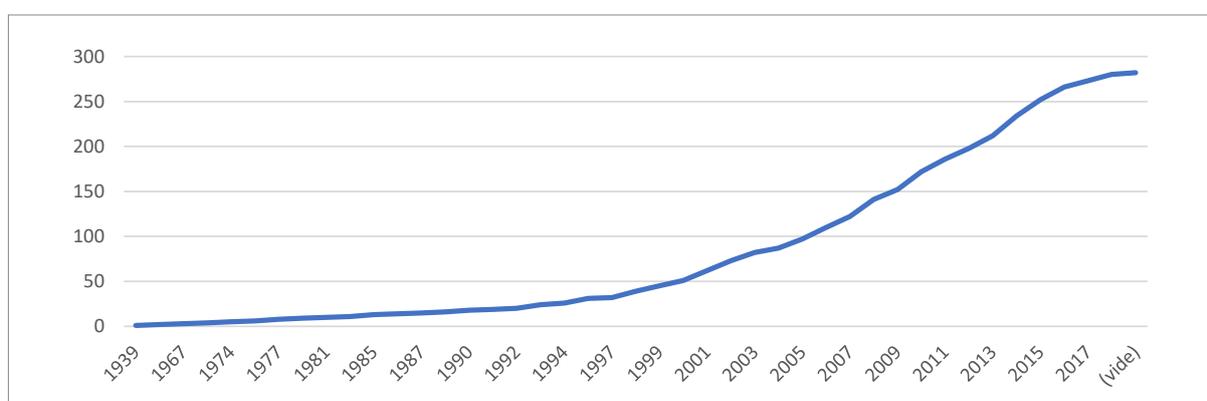


Figure 6 : Nombre de publications par an

En Côte d'Ivoire, comme partout dans le monde, les publications scientifiques sur le thème du développement durable ont évolué lentement avant le sommet de Johannesburg en 2002 et le rapport de référence du Millénaire Ecosystem Assessment- MEA en 2005. En effet, à partir de 2005, on constate une augmentation de la proportion des publications scientifiques sur la problématique du développement durable en Côte d'Ivoire jusqu'à atteindre un pic en 2014. L'année 2014 constitue à elle seule 7,6% des publications scientifiques sur les thèmes des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire. En 2010, l'année du Sommet de Cancún, les publications ont presque doublées allant de 3,6% des publications totales sur les ODD en 2009 à 7% des publications totales entre 1986 et 2018. Cette chronologie montre l'effet des derniers sommets sur l'orientation des thématiques de recherche dans le monde scientifique. Néanmoins, nous observons une chute de publications entre 2014 et 2017, avant de croître en 2018.

La plupart des études scientifiques sur la problématique du développement durable en Côte d'Ivoire, fournissent des connaissances pour atteindre les objectifs de développement durable. On compte plus de 77% des publications scientifiques sur le développement durable en Côte d'Ivoire dans ce canevas. 20% des études proposent un état des lieux sur le développement durable en Côte d'Ivoire.

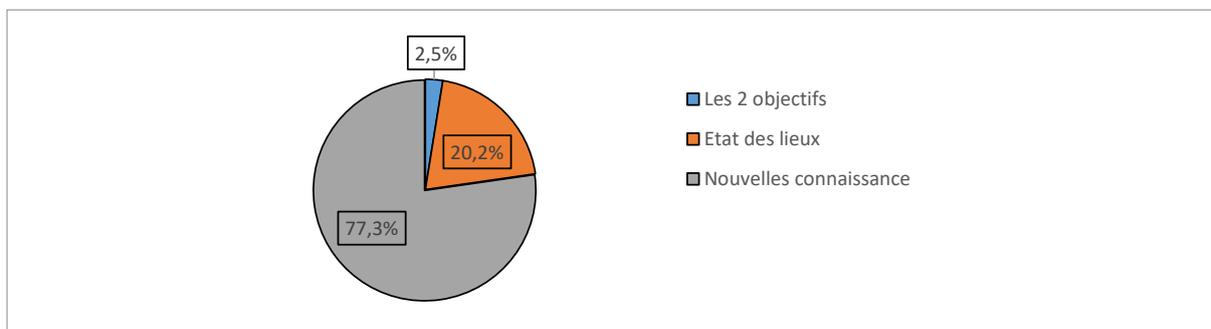


Figure 7 : Part des apports scientifiques dans les publications

## 2.2. La représentation des ODD dans les publications scientifiques

Les publications sur la Côte d'Ivoire ont concerné toutes les 17 thématiques de développement durable. Les ODD12 et 15 sont cependant les plus représentés.

Les chercheurs ont mis l'accent sur le thème de consommation et production responsable – ODD12 et sur la préservation de la vie terrestre – ODD15. Cela peut s'expliquer par la mise en lumière d'enjeux majeurs tels que le changement climatique et l'érosion constante de la biodiversité à laquelle fait face l'humanité entière. En effet, les défis actuels de productions alimentaires respectueuses de l'environnement et d'adaptation des producteurs aux effets négatifs du changement climatique, sont aujourd'hui très prisés au sein des laboratoires de recherche, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.

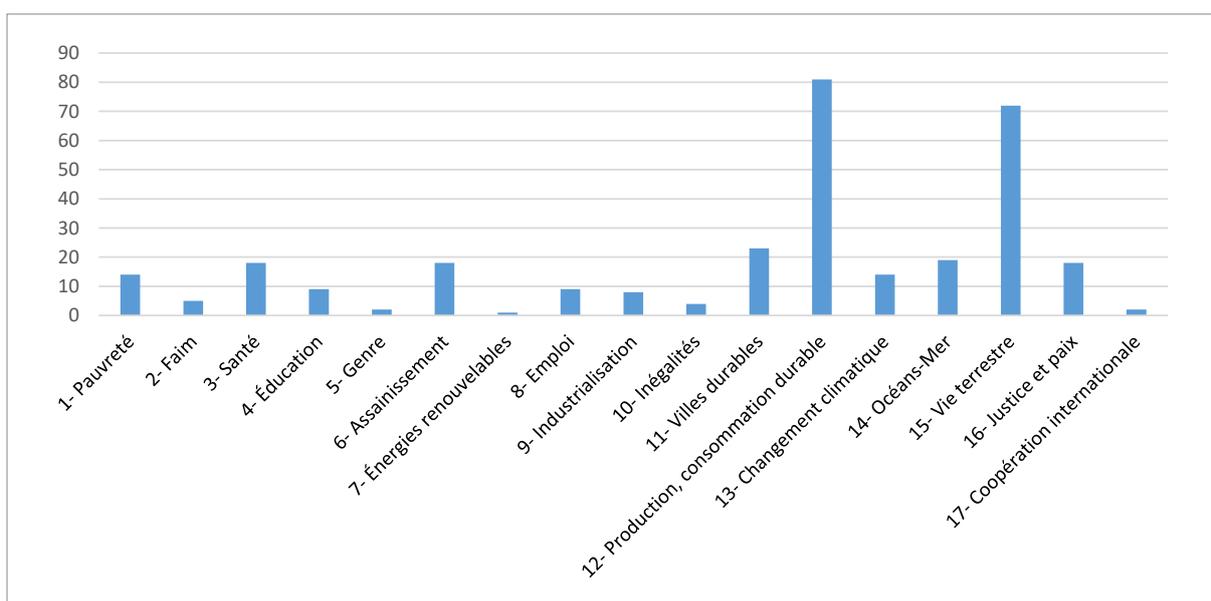


Figure 8 : Nombre d'articles par ODD

L'ODD11 – Villes et communautés durables, vient en troisième position dans les publications scientifiques en faveur du développement durable en Côte d'Ivoire. L'urbanisation croissante et l'extension des villes et des communautés sont des enjeux importants. L'ODD11 met l'accent sur le rôle des villes et communautés dans la production et consommation responsables, dans la lutte contre le changement climatique et la pauvreté, dans la santé publique pour un développement neutre en carbone et inclusif. L'ODD14 – Vie aquatique – bénéficie également d'une attention particulière dans les publications scientifiques. Cela révèle la nécessité de mener des réflexions sur les politiques de protection et de préservation des zones aquatiques en Côte d'Ivoire.

Dans le contexte de crises armées successives en Côte d'Ivoire, l'ODD16 – Paix, justice et institutions efficaces – occupe une place importante dans les thèmes abordés dans les revues scientifiques. La compréhension de cette crise, la recherche de politiques efficaces de vivre ensemble et la préservation de la paix durement gagnée sont l'objet de plusieurs publications. Les ODD6, ODD3, ODD1, ODD13, suivent respectivement. Les moins représentés sont ODD4, ODD8, ODD9, ODD2, ODD10, ODD5, ODD17 et ODD7.

## 2.3. L'implication des chercheurs ivoiriens dans la recherche sur le développement durable en Côte d'Ivoire

### 2.3.1. Nombre d'articles d'auteurs ivoiriens par an

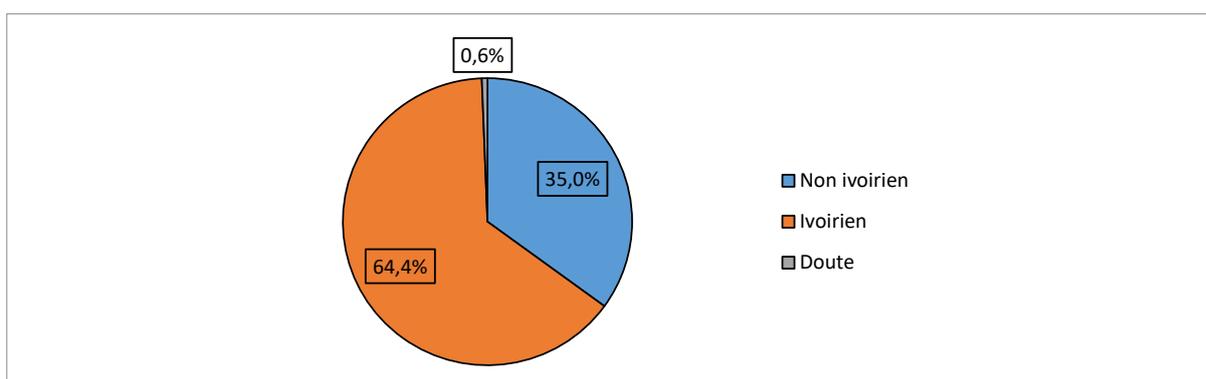


Figure 9 : Répartition des auteurs par nationalité

Dans cette sous-section, nous analysons la contribution des auteurs ivoiriens à la recherche sur le développement durable sur la Côte d'Ivoire. Il ressort qu'il y'a au moins un auteur ivoirien dans plus de 64% des publications scientifiques sur le développement durable en Côte d'Ivoire entre 1939 et 2018, selon les données recueillies. Cela montre l'implication et la sensibilité des chercheurs nationaux aux problématiques de développement durable en Côte d'Ivoire. L'autre partie des publications, soit plus de 35%, est réalisée par des chercheurs non ivoiriens, en particulier, dans des centres de recherche étrangers.

En termes d'abondance relative du nombre d'articles publiés avec au moins un auteur ivoirien, il ressort les conclusions présentées ci-après.

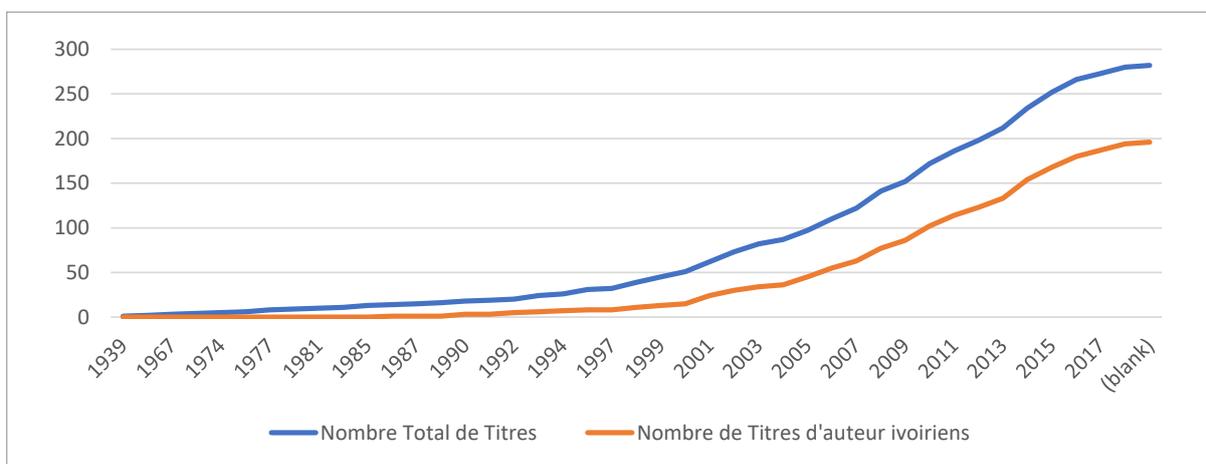


Figure 10 : Evolution du nombre d'articles d'auteurs ivoiriens par an

Sur la base des articles analysés dans cette étude, le premier article d'auteurs ivoiriens sur les thématiques de développement durable en Côte d'Ivoire a été publié en 1986, 47 ans après la première publication sur le développement durable en Côte d'Ivoire de notre base, c'est-à-dire en 1939. Ceci montre que les travaux de recherche sur le développement durable en Côte d'Ivoire par des chercheurs ivoiriens sont encore récents. Nous constatons une tendance globale à la hausse du nombre global de publication et du nombre de publication par au moins un auteur sur les thématiques des ODD en Côte d'Ivoire. L'année 2014 fut l'année où il y'a eu le plus de publication scientifique par des nationaux soit 10,8% des publications des auteurs ivoiriens et 91% des articles traitant les thématiques de développement durable en Côte d'Ivoire en 2014. Comme la tendance globale, nous constatons une baisse considérable de publications des chercheurs ivoiriens après 2014.

### 2.3.2. Nombre d'articles d'auteurs ivoiriens par thème des ODD

La tendance des ODD dans les publications des auteurs ivoiriens suit la tendance globale des articles publiés sur le développement durable en Côte d'Ivoire.

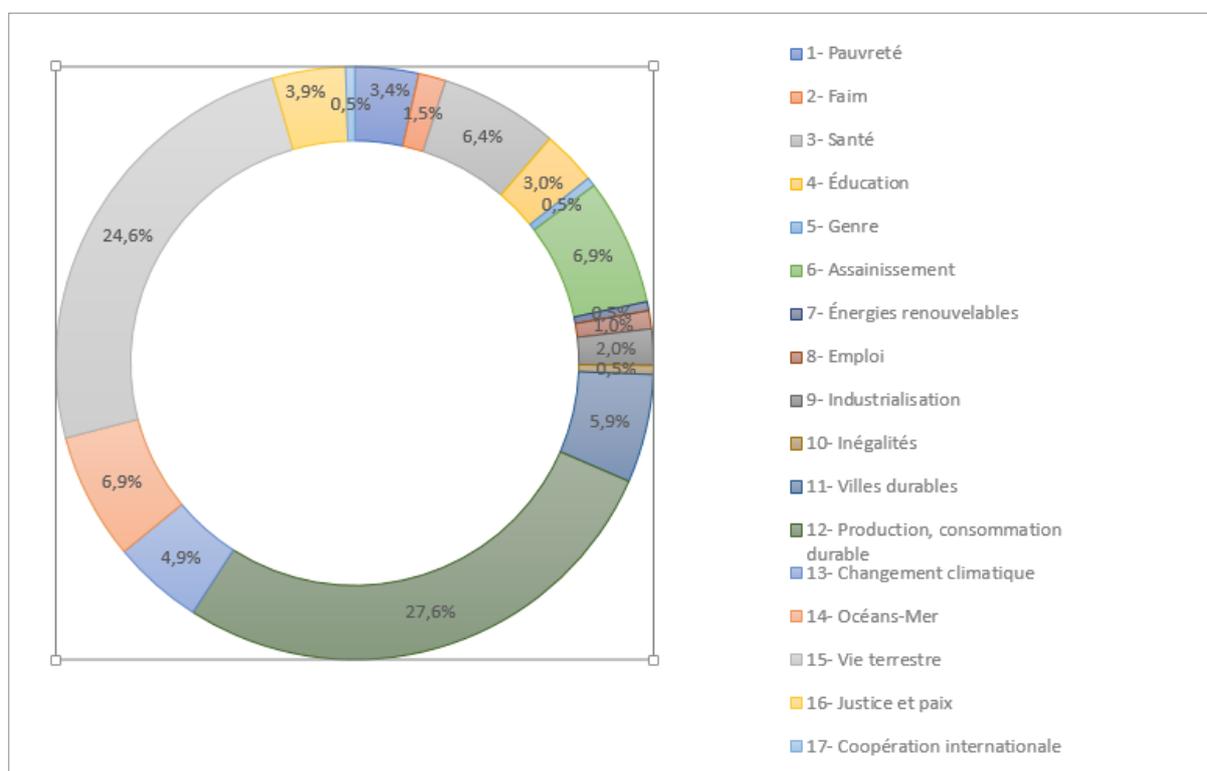


Figure 11 : Pourcentage d'articles d'auteurs ivoiriens par ODD

Nous avons une abondance relative des ODD12 et ODD15 parmi les questions de recherche d'auteurs ivoiriens sur les objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire. En effet, les ODD12 et ODD15 dominent largement dans le nombre des publications d'auteurs ivoiriens dans l'ensemble des publications sur les ODD en Côte d'Ivoire. Ces deux ODD représentent à eux seuls 106 articles sur les 204 d'auteurs ivoiriens, soit 52% des articles. La consommation et la production responsable – ODD12 et la préservation de la vie terrestre – ODD15 occupent toujours la majeure partie des questions de recherche des chercheurs ivoiriens, suivis par les ODD14 – Vie aquatique, ODD6 – Eau propre et assainissement et ODD3 – Bonne santé et bien-être.

## 2.4. Synthèse

La recherche sur le développement durable en Côte d'Ivoire progresse et suit les grandes dates qui mettent à l'honneur le développement durable et qui sûrement facilitent l'obtention de financement pour la recherche. Contrairement aux documents stratégiques de développement, l'ensemble des problématiques environnementales a été largement évoqué dans les articles scientifiques sur la Côte d'Ivoire. Par exemple, Vie aquatique (ODD14) qui n'est évoqué dans aucun des documents scientifiques vient en troisième position dans les thématiques de développement durable les plus publiées par des auteurs ivoiriens. Cela montre la nécessité de renforcer la collaboration entre les décideurs publics et les chercheurs.

## 3. Indicateurs et tendances du développement durable en Côte d'Ivoire

Selon la Banque Mondiale, le développement à long terme consiste à accumuler et à bien gérer un portefeuille de ressources qui comprend le capital physique (ou produit), le capital naturel et le capital humain et social. Dans cette section du rapport, nous analysons les tendances du développement en Côte d'Ivoire au moyen d'une sélection d'indicateurs permettant de mesurer les différents capitaux nécessaires au développement durable.

L'analyse des indicateurs nous permet de répondre à la question suivante : le développement de la Côte d'Ivoire est-il sur une trajectoire qui soit économiquement, socialement et environnementalement soutenable pour les générations actuelles et futures ?

L'analyse des indicateurs est structurée selon le cadre conceptuel du DPSIR : Drivers (Forces motrices), Pressures (Pressions), State (État), Impacts and Responses (Réponses). Le cadre DPSIR permet de structurer les indicateurs selon une logique de chaîne causale. Ce cadre théorique permet d'évaluer les forces motrices qui produisent les pressions qui dégradent l'état des différents capitaux et entraînent des impacts auxquels les décideurs tentent d'apporter des réponses.

### 3.1. « Drivers »

Les Forces motrices sont les activités ou processus anthropiques à l'origine des pressions susceptibles d'impacter les piliers du développement durable que sont le capital humain, le capital environnemental et le capital économique.

Le rapport présente 2 catégories de forces motrices qui créent des pressions sur l'environnement et les ressources naturelles : les forces motrices économiques et les forces motrices démographiques.

#### 3.1.1. Forces motrices économiques

Les forces motrices économiques émanent des modes de production et de consommations. Ce sont les activités économiques importantes qui par leurs effets pèsent sur et/ou affectent le développement durable en Côte d'Ivoire. Nous retiendrons comme force motrice économique, la production agricole de laquelle la Côte d'Ivoire tire une part importante de sa richesse et la production d'énergie indispensable pour la production industrielle et la consommation des ménages.

##### **Production agricole**

La production agricole de la Côte d'Ivoire est essentiellement basée sur une agriculture familiale avec des exploitations de petites tailles. Cette agriculture est très extensive et la part des terres agricoles est en constante progression. La valeur ajoutée du secteur agricole dans la formation du PIB est en revanche en baisse constante malgré la hausse de la consommation des terres par l'agriculture.

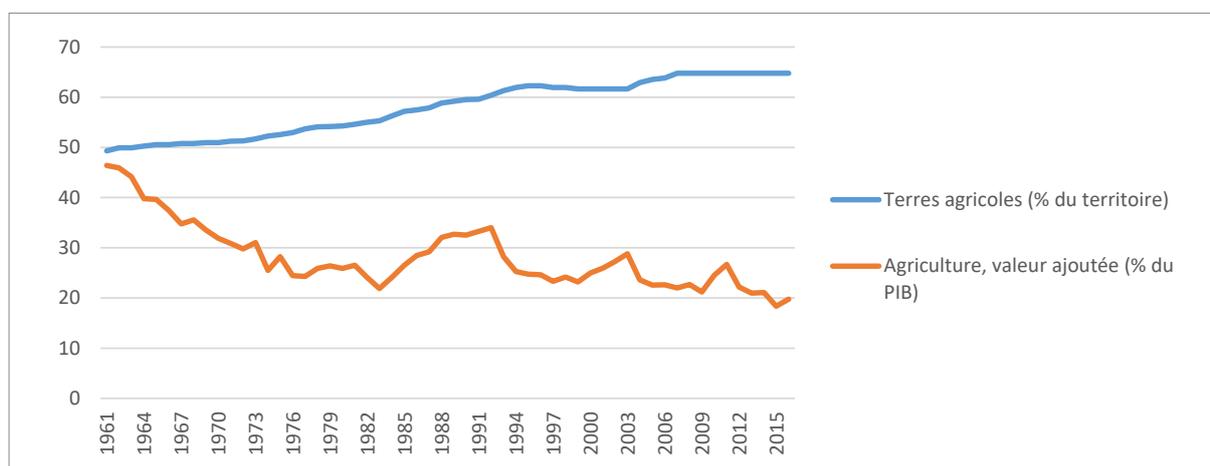


Figure 12 : Pourcentage de terres agricoles et valeur ajoutée du secteur agricole

## Production d'énergie

L'hydraulique, le gaz et le pétrole sont des énergies primaires essentiellement utilisées pour produire l'électricité en Côte d'Ivoire. En effet, la Côte d'Ivoire exploite essentiellement trois sources d'énergie pour produire l'électricité, à savoir les centrales thermiques à combustibles fossiles comme le pétrole et le gaz, l'hydraulique et la biomasse.

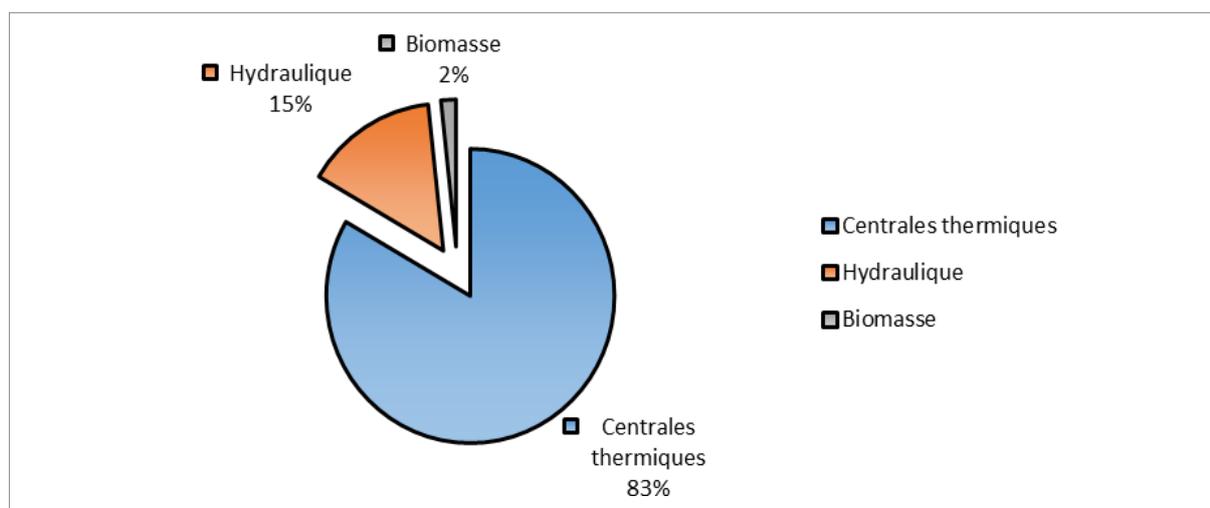


Figure 13 : Répartition des sources de production d'électricité, bilan énergétique de la Côte d'Ivoire (2016), DGE

Comme le montre la figure ci-dessus, la Côte d'Ivoire produit l'électricité en grande partie à partir de centrales thermiques à combustibles fossiles. En 2016, la part des centrales thermiques dans la production brute d'électricité était de 83% selon le bilan énergétique.

Sur un total de 10.080,1 GWh en 2016, la consommation des ménages était de 20,4%. 22,8% de l'électricité produite était destinée aux commerces et aux services publics, 21,24% à l'industrie, 18,3% de la production est exportée vers les pays voisins dont le Burkina-Faso, le Bénin, le Ghana et le Togo.

### 3.1.2. Forces motrices démographiques

#### Croissance de la population

La croissance annuelle de la population ivoirienne a considérablement baissé entre les années 1960 et 2000 passant sous la barre des 2,5 annuel. La croissance des 5 dernières années se stabilise à 2,5.

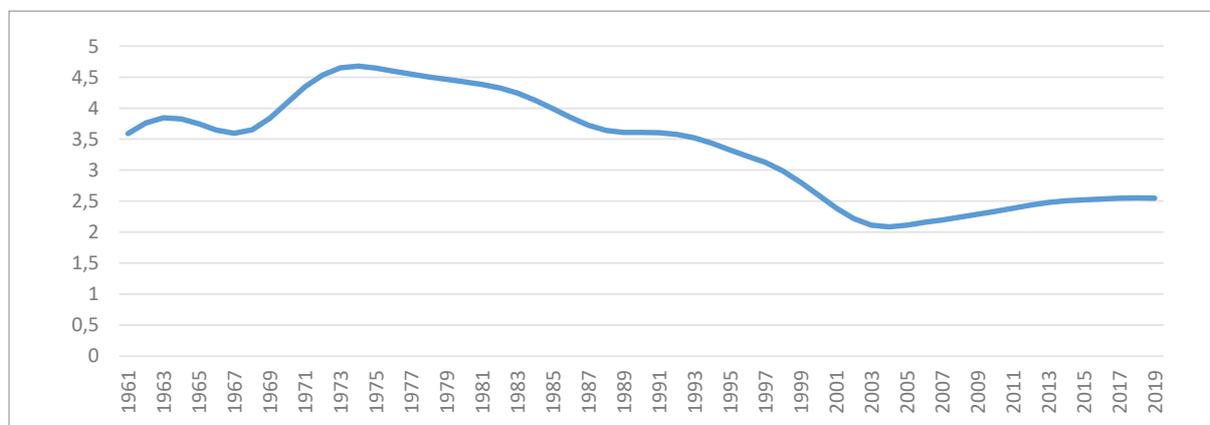


Figure 14 : Croissance de la population (% annuel)

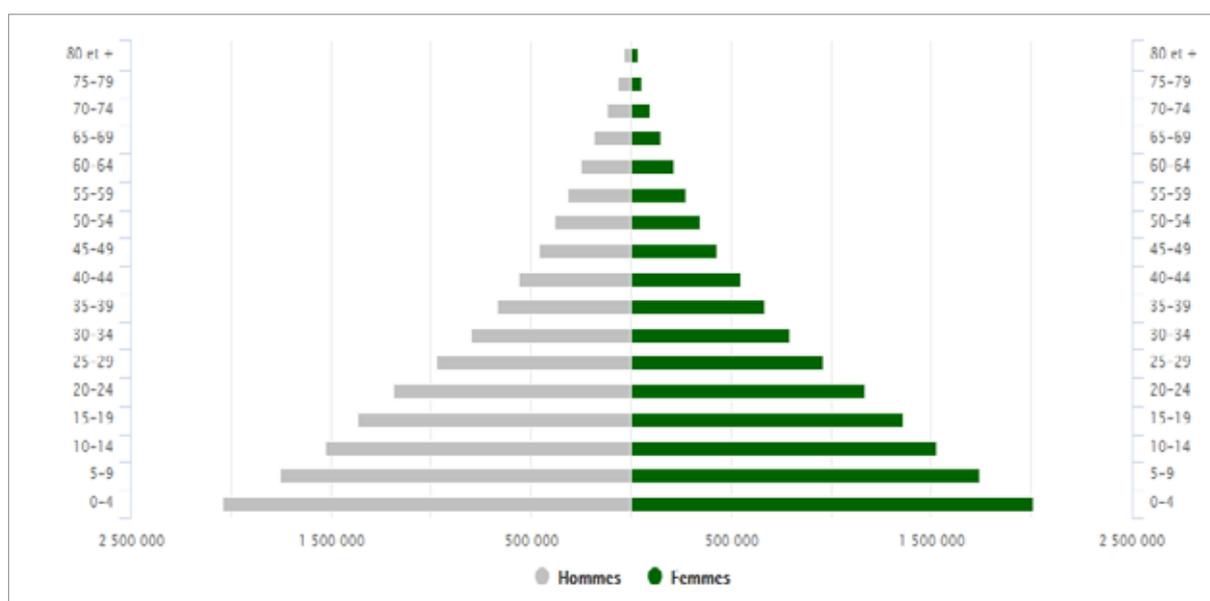


Figure 15 : Population par classe d'âge

La population ivoirienne est une population majoritairement jeune. La base de la pyramide est grande relativement au haut qui se rétrécit au fil du temps. Les populations âgées de 0 à 15 ans représentent 42% de la population totale. La population âgée de 15 à 64 ans représente plus de 54% de la population totale et les personnes âgées de 64 ans et plus à peine 3%. Cette population a un ratio femme/homme qui oscille entre 0,9 et 1 pour tous les âges.

En Côte d'Ivoire, la population jeune est une force motrice importante au regard notamment de son impact sur la demande en consommation des biens et services. Cela représente un défi pour le développement durable, car cette force motrice augmente la pression sur le capital humain, environnemental et/ou économique. En Côte d'Ivoire cette pression est directement perceptible sur la demande en terre agricole, ce qui impacte très fortement les ressources forestières et fragilise l'avenir des générations futures.

Le défi démographique est de taille, vu que la population est de plus en plus jeune et que le nombre de jeune est en croissance soutenue. Le ratio entre population active et population jeune est de 1,95 en moyenne depuis 1960.

Les modes de production des richesses du pays sont essentiellement basés sur les énergies fossiles pour l'énergie et l'utilisation extensive des terres pour la production agricole. Ces modes de production sont non-durables. Bien que le rythme de croissance de la population ait baissé la structure jeune de la population représente un défi majeur pour le pays auquel il faudra apporter des stratégies innovantes.

## 3.2. « Pressures »

Les « Pressures » (Pressions) sont les effets directs des forces motrices qui peuvent modifier le capital humain, le capital économique et le capital environnemental du développement durable

### 3.2.1. Pression sur le capital humain

Les forces motrices démographiques entraînent des pressions sur le capital humain qui peuvent être mesurées en termes d'accessibilité aux services de bases (éducation, santé) nécessaires pour le plein emploi du capital humain.

#### Accès à l'eau potable et à l'électricité

Concernant l'accès à l'eau potable intérieure, la figure 16 révèle une baisse continue de la ressource renouvelable d'eau douce intérieure par habitant (mètres cubes). Elle est passée de 20.377,82 par habitant en 1962 à 3.392,84 par habitant en 2014. Cette diminution peut être due à une augmentation rapide de la population ivoirienne.

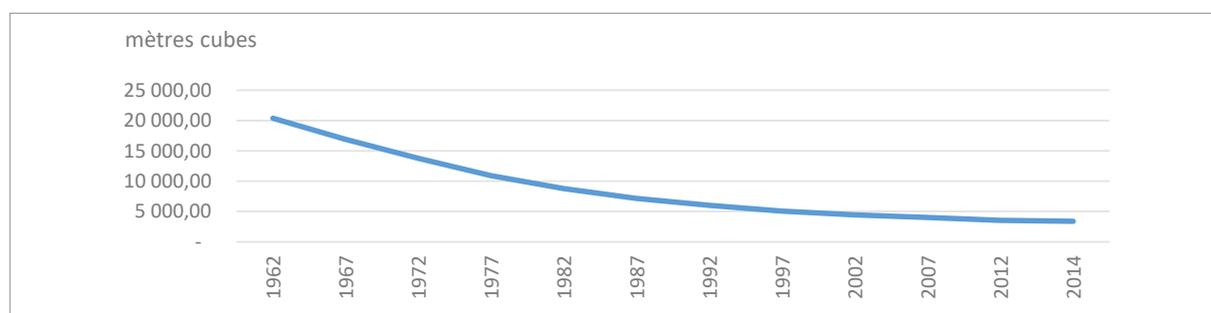


Figure 16 : Ressources renouvelables d'eau douce intérieures par habitant (Banque mondiale)

Quant à l'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire, on constate une nette amélioration depuis 1960. En 2017, plus de 65% de la population ivoirienne avait accès à l'électricité. Cependant ce chiffre est différent dans différents endroits du pays, selon que la zone soit rurale ou urbaine. En effet, en 2017 l'accès à l'électricité en zone rurale était de 36,6% tandis que 94,30% de la population urbaine avait accès à l'électricité.

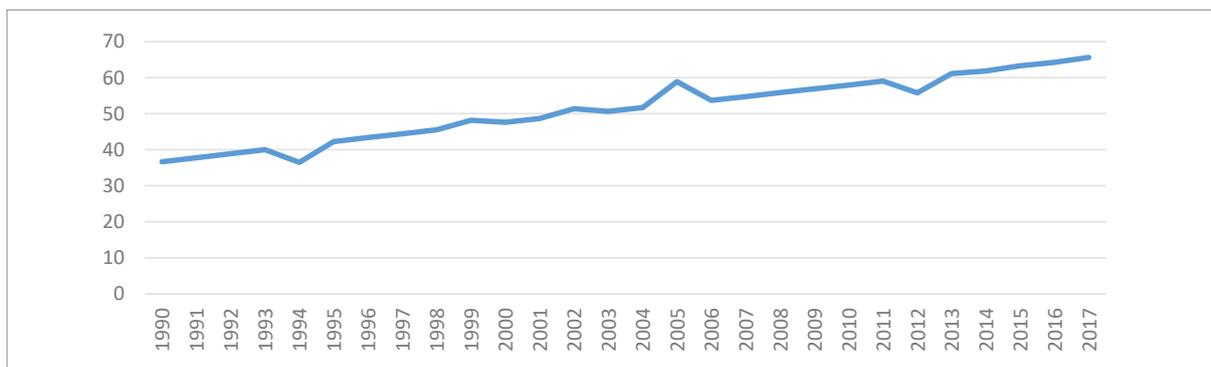


Figure 17 : Accès à l'électricité en pourcentage de la population totale (Banque mondiale)

### Ratio élèves/enseignant

La croissance démographique impose des défis en termes d'éducation pour faire face à l'afflux d'élèves lié à cette croissance de la population. En Côte d'Ivoire, le ratio élèves enseignant est supérieur à 40 depuis les années 2000. Ce ratio élève enseignant au primaire est plutôt stable et oscille entre 40 et 45 élèves pour 1 enseignant. La moyenne en 2013, en Afrique subsaharienne est de 42 quand elle est de 22 en Amérique Latine, 15 en Europe et en Amérique du Nord.

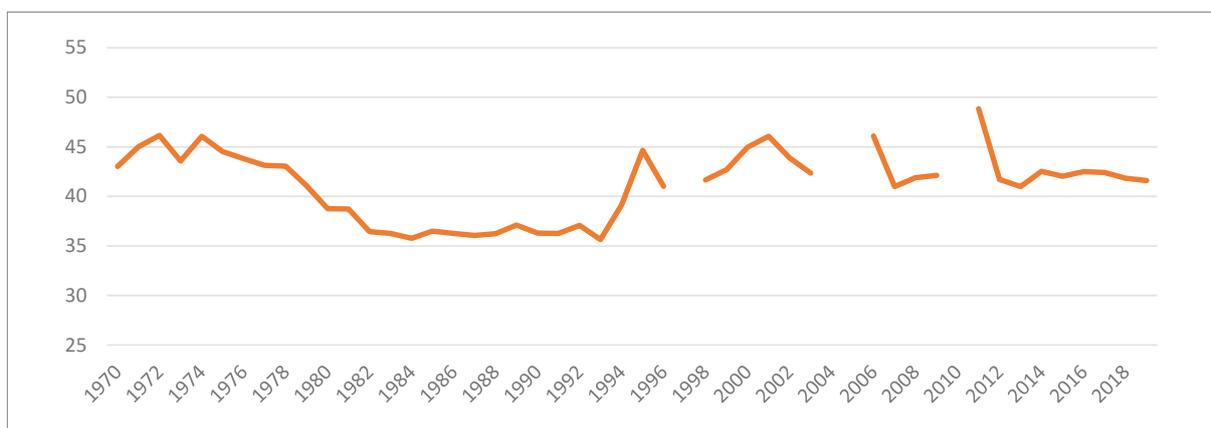


Figure 18 : Ratio élèves/enseignant, primaire

En termes de ratio élèves/enseignants dans le supérieur, la Côte d'Ivoire enregistre un score de 12 élèves par enseignant en 2017. Ce ratio prend en compte les universités publiques ainsi que les grandes écoles et universités privées. La norme Unesco est de 25 dans les universités et de 15 dans les grandes écoles.

Dans la sous-région, le Ghana est à 27 (2018), le Burkina Faso à 17 (2018), le Mali à 31 (2017). Les pays développés tels que le Canada affiche un ratio de 9 (2016), les États Unis 12 (2017) et la France 21 (2013).

La situation de la Côte d'Ivoire est donc globalement satisfaisante bien que ce ratio cache des disparités importantes telles que dans les universités publiques où le ratio étudiants/enseignants était de 75 en 2012<sup>1</sup>.

1 <http://www.unesco.diplomatie.gouv.ci/communique.php?lang=en&num=214&type=&p=13>

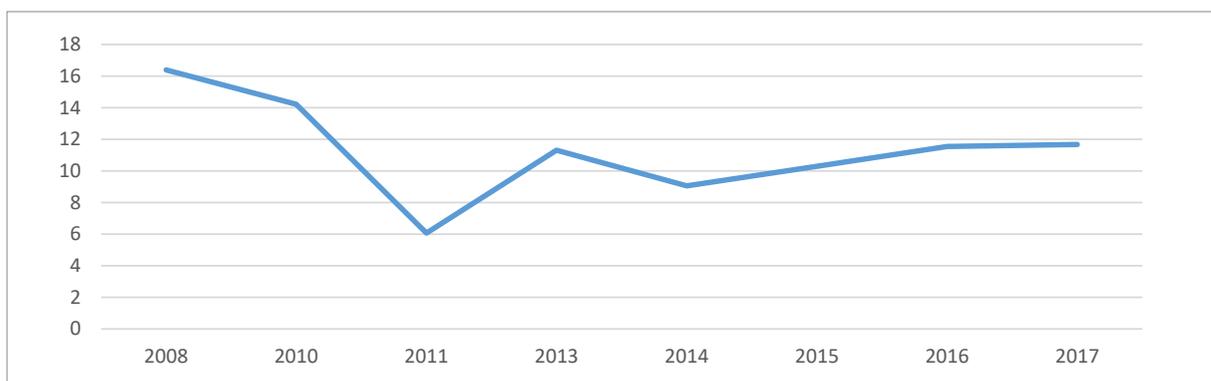


Figure 19 : Ratio élèves/enseignant, supérieur

### 3.2.2. Pression sur le capital économique

La richesse de la Côte d'Ivoire mesurée par le PIB pourrait être compromise par la croissance démographique. En effet, malgré une croissance continue du PIB en Côte d'Ivoire, le PIB par habitant lui tend à diminuer au regard du rythme de la croissance démographique.

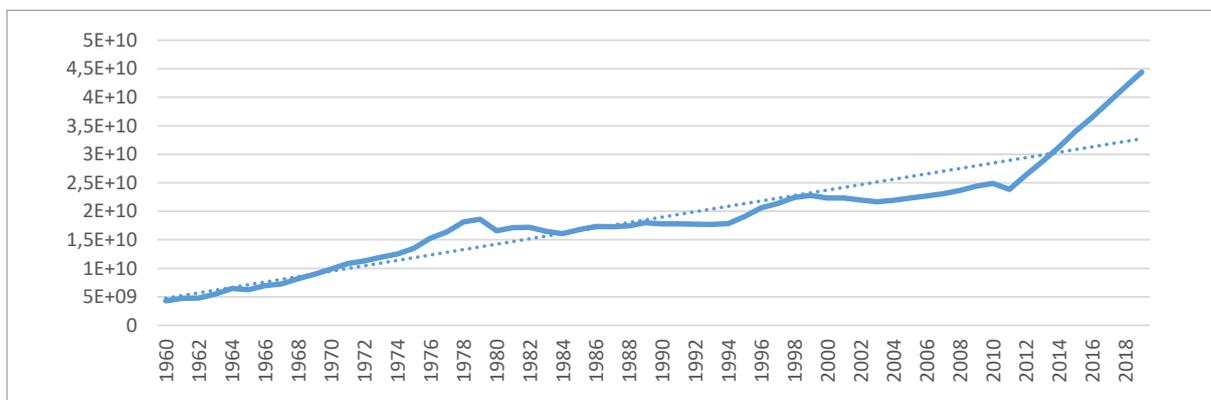


Figure 20 : PIB (\$ US constants de 2010)

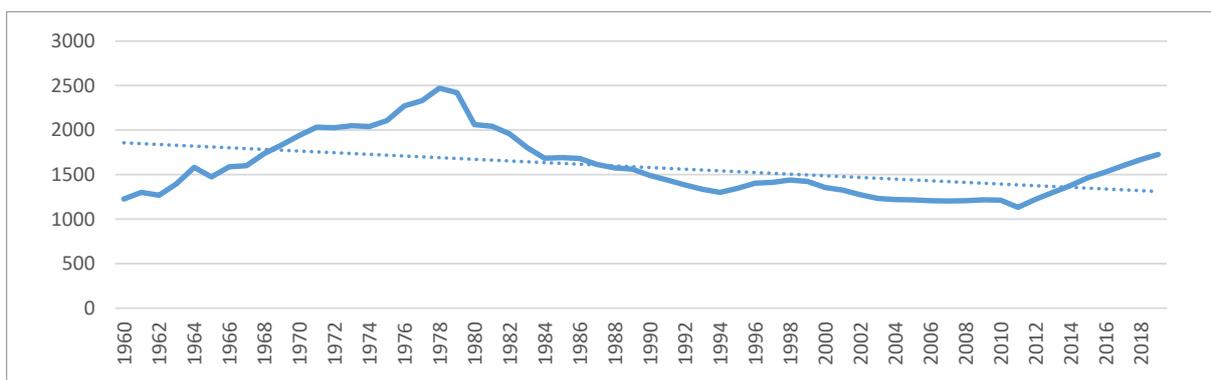


Figure 21 : PIB par habitant (\$ US constants de 2010)

### 3.2.3. Pression sur le capital environnemental

Les modes de production et la pression démographique favorisent une exploitation non durable du capital environnemental mesuré par les tendances de la pollution et de consommation des ressources biologiques.

#### Emissions de gaz à effet de serre

Les principaux gaz à effet de serre d'origine humaine selon le GIEC (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O) sont émis de façon croissante en Côte d'Ivoire, sur la période 1970-2012.

Les émissions de CH<sub>4</sub> semblent être plus importantes sur cette période.

Le CH<sub>4</sub> ou méthane provient des ruminants, de la combustion du bois, de la culture du riz et de procédés de décomposition des matières organiques, comme les déchets humains.

La production de pétrole et de gaz génère aussi du méthane. La part du méthane provenant du secteur industriel représente entre 15% et 25% entre 1970-2008.

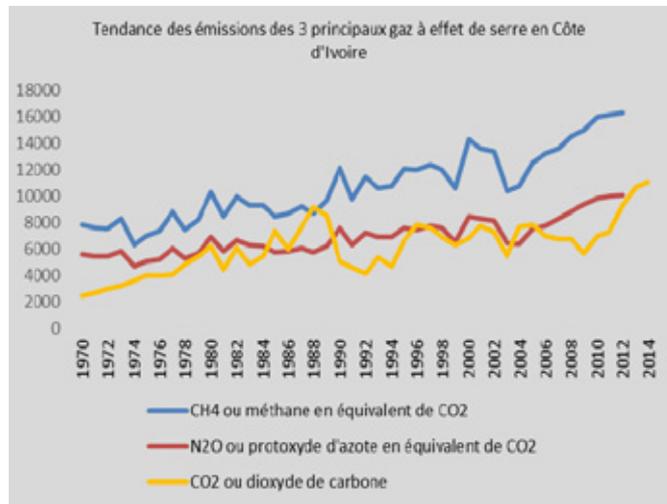


Figure 22 : XXX

Les émissions de CO<sub>2</sub> en Côte d'Ivoire sont tirées principalement par l'utilisation des produits pétroliers et dérivés comme source d'énergie (54% en 2014). Le secteur des transports participe à 31% des émissions en 2014 contre 15% pour le secteur industriel.

#### Empreinte écologique

La surface productive disponible par habitant pour générer les ressources et absorber les déchets (capacité biologique ou biocapacité) est en constante baisse, de 7 hectares globaux par personne en 1961 à 1,9 en 2016. L'écart avec la demande en ressources mesurée par l'empreinte écologique moyenne par habitant en Côte d'Ivoire s'amenuise assez rapidement, et partant le niveau de la réserve écologique du pays.

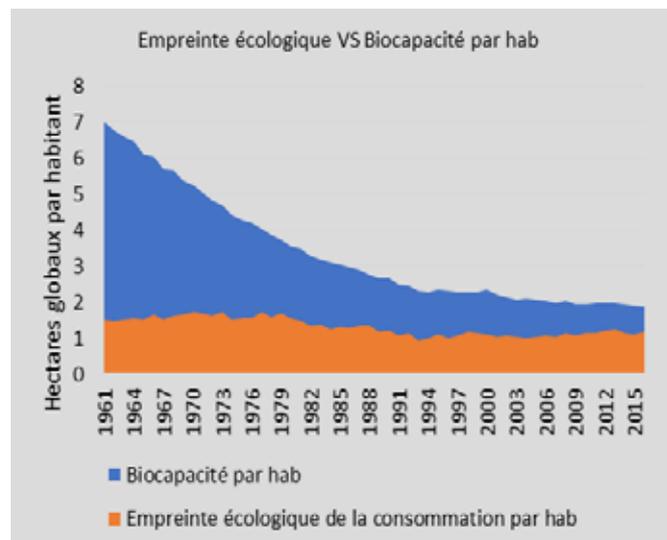
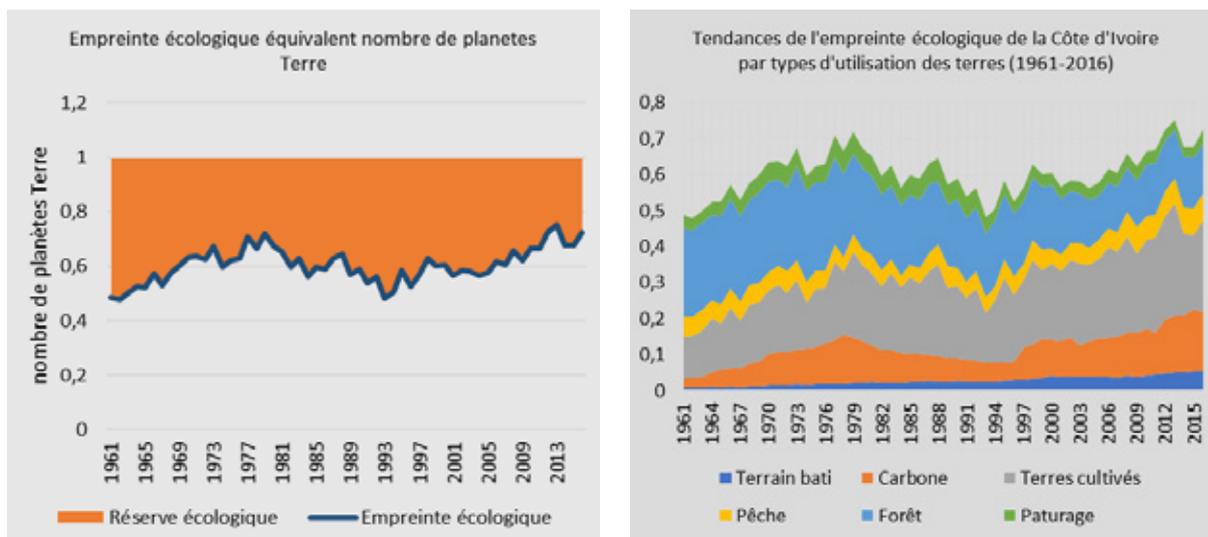


Figure 23 : XXX

Suivent par ordre d'importance, la demande en surface forestière nécessaire pour l'approvisionnement en bois d'œuvre, en pâte à papier et en bois de chauffe, puis la surface forestière nécessaire pour absorber les émissions de CO<sub>2</sub> générées au niveau national.



(Global Footprint Network, 2019)

Figure 24 : XXX

Les activités et processus humains agissent plus ou moins sur les actifs nécessaires pour atteindre le développement durable que sont le capital humain, économique et environnemental. La croissance démographique challenge l'atteinte des efforts en matière de santé et d'éducation pour la formation du capital humain et pose des défis majeurs en termes de redistribution de la richesse du pays. Enfin les modes de production pèsent sur le capital environnemental et amenuisent les réserves écologiques du pays.

### 3.3. « State »

Le « State » (Etat) mesure l'état des stocks et les tendances du stock du capital humain, environnemental et économique.

#### 3.3.1. Capital humain

Dans notre analyse du stock de capital humain en Côte d'Ivoire, nous nous intéressons à l'état du capital humain en termes d'état de santé, de niveau d'éducation, du niveau de l'emploi et du niveau de bien-être (pauvreté).

##### La santé

Nous analysons ici l'espérance de vie des ivoiriens depuis 1960 comme un indicateur clé du stock de santé. Comme le montre la Figure 25 l'espérance de vie en Côte d'Ivoire a augmenté de plus de 17 ans depuis l'indépendance.

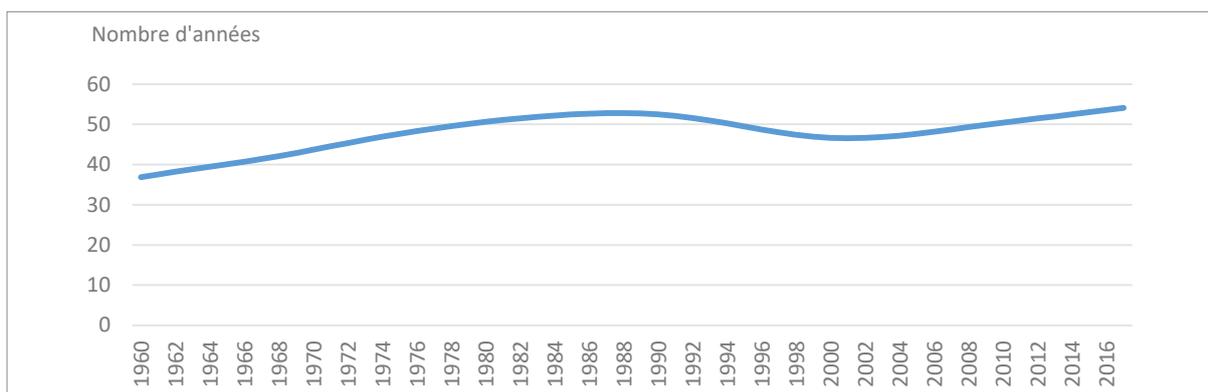


Figure 25 : L'évolution de l'espérance de vie en Côte d'Ivoire (Banque mondiale)

## Education

En Côte d'Ivoire, l'éducation est un objectif clé des pouvoirs publics. La Figure 26 nous montre que plus de 60% des enfants en âge d'aller à l'école primaire y sont inscrits en 2011. Nous avons seulement près de 25% pour le collège et moins de 10% pour le lycée. Ces chiffres sont loin du pourcentage de 100% mais l'évolution croissante depuis 1960, montre la détermination des gouvernements à atteindre l'objectif de «l'école pour tous». En Côte d'Ivoire, le taux d'alphabétisation était de 47,16% en 2018.

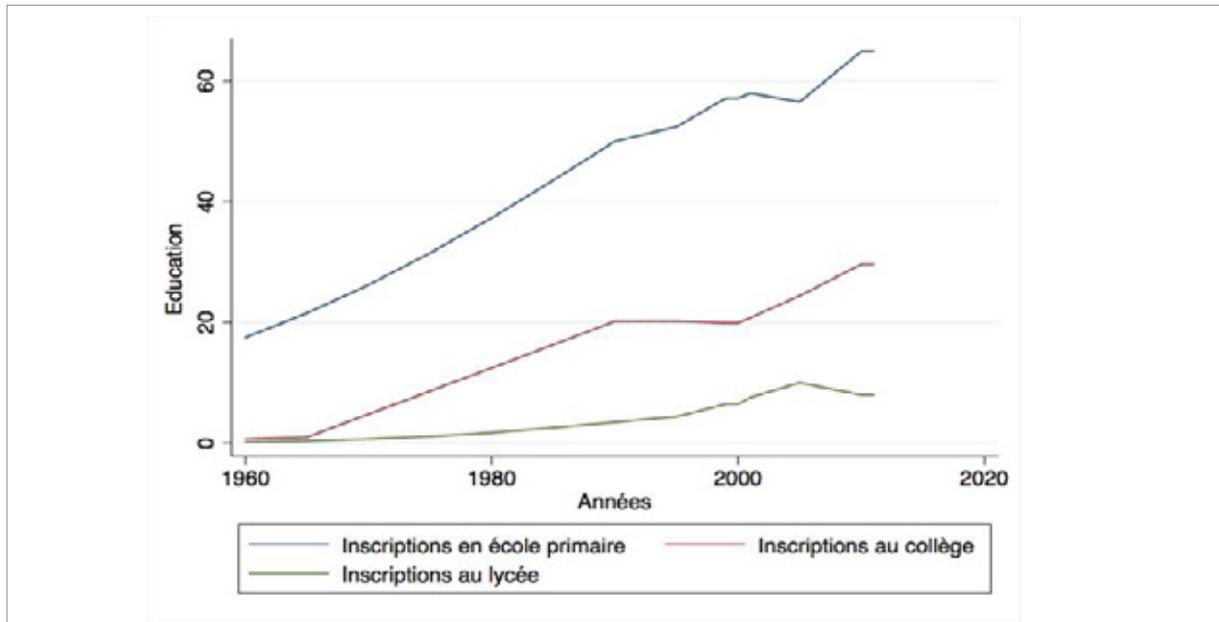


Figure 26 : Enrôlement en primaire, collège et lycée en % du nombre d'enfants en âge (Barro and Lee Long-Run)

## Emploi

En 2017, le taux d'emploi était de 54,23% en Côte d'Ivoire. Comme le montre la Figure 27, l'emploi a baissé en Côte d'Ivoire en 2017 par rapport à l'année 2013 qui avait atteint un taux de 72.14% de la population en âge de travailler.

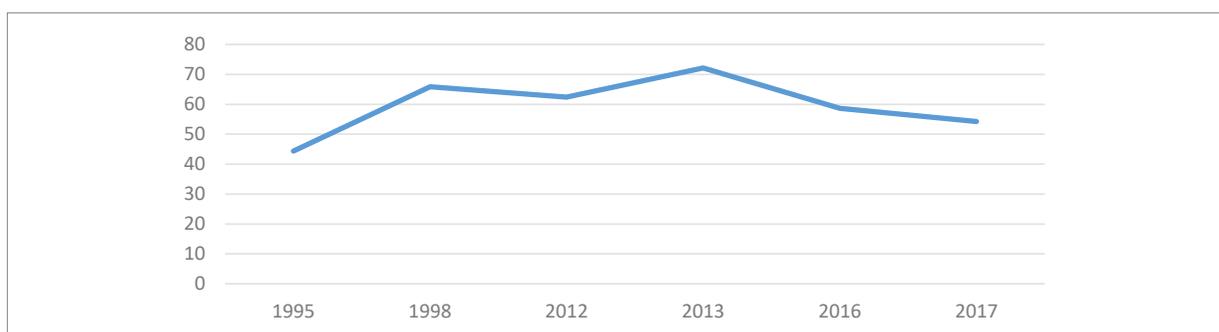


Figure 27 : Taux d'emploi en % de la population (Banque mondiale)

## Pauvreté

La pauvreté est un indicateur clé du développement inclusif et durable dans un pays. Selon les données de la Banque Mondiale, 46% de la population ivoirienne était considérée comme pauvre en 2015. En 2008, on comptait 48,9% de pauvres en Côte d'Ivoire. L'évolution du taux de pauvreté national en Côte d'Ivoire est mitigée car le nombre d'observation est faible (seulement trois observations disponibles). On constate cependant que la pauvreté est tirée en Côte d'Ivoire par la pauvreté rurale et une amélioration timide mais non négligeable de la condition de vie des ivoiriens.

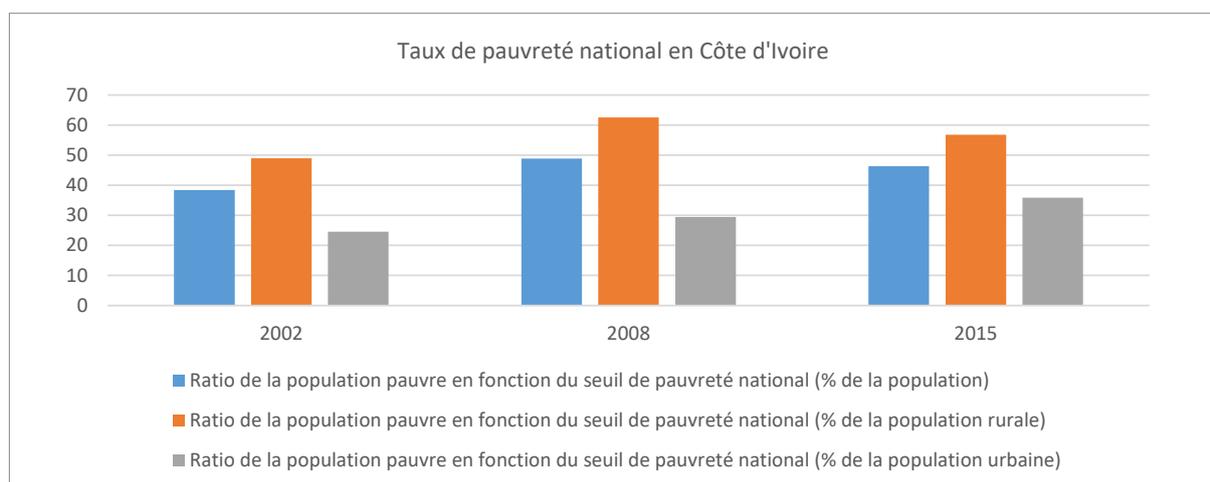


Figure 28 : Taux de pauvreté nationale en CI, Source Banque Mondiale

Le fort taux de pauvreté peut s'expliquer par la combinaison de deux facteurs principaux : la dégradation du niveau de vie et la hausse de la base d'analyse. En effet, le pays a connu de nombreuses crises socio-politiques au cours de son histoire. Aussi, la jeunesse de la population contribue à accroître la part de la population non active et à la charge de la population active. La combinaison des différentes crises et la baisse relative de la population active contribuent à accroître le ratio de la population pauvre disposant de moins de 1,90 dollars par jour.

### 3.3.2. Capital économique

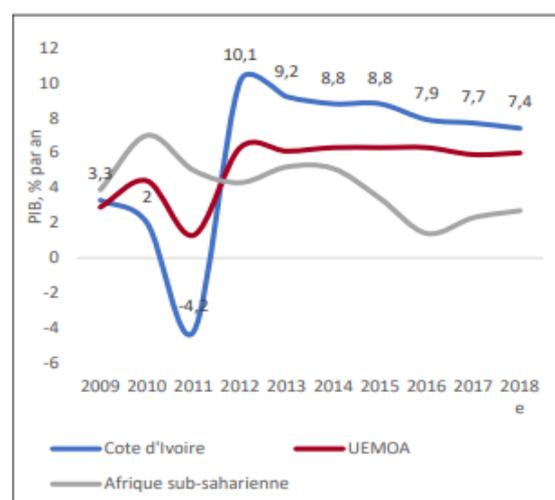
Depuis la fin de la crise postélectorale de 2011, la Côte d'Ivoire connaît une croissance économique importante. En 2012, elle a enregistré un taux de croissance de 10,707% selon les données de la Banque Mondiale. Aujourd'hui, elle est parmi les pays africains les plus prometteurs économiquement.

#### La croissance économique – Produit intérieur brut

La croissance économique est considérée comme la source de financement interne du développement durable. La croissance économique est une condition nécessaire (mais pas suffisante) à la réussite d'un engagement en faveur ou non du développement durable. La croissance économique est un indicateur qui montre le dynamisme économique et constitue une manne financière pour l'investissement dans le développement durable.

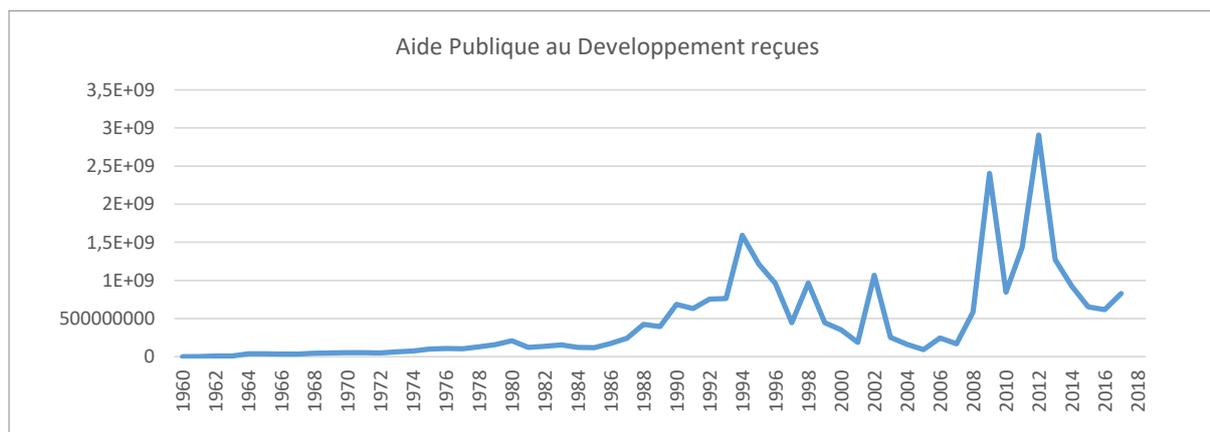
La Côte d'Ivoire est dans une dynamique économique. En effet, en 2011, la Côte d'Ivoire a connu un taux de croissance économique négatif estimé à -4,2%, un taux de croissance en dessous de la moyenne de l'UEMOA et de celle de toute l'Afrique subsaharienne.

Deux années après la reprise économique, le pays a connu un bond de son taux de croissance passant de -4% à +10%. Cette variation, largement au-dessus de la croissance moyenne de l'UEMOA et de l'Afrique Subsaharienne, sera maintenue relativement constante au-dessus des 7% de croissance annuelle jusqu'en 2019. Si la Côte d'Ivoire maintient ce rythme de croissance, le pays pourra rejoindre la liste des pays à revenus intermédiaires dans une quinzaine d'année (Banque Mondiale, 2019).



Rapport banque mondiale 2019

## La croissance économique – Aide publique au développement



Source: World Development Indicator 2019, Banque mondiale

La Côte d'Ivoire a largement bénéficié de l'APD entre les périodes 2008-2010 et 2010-2014 (voir figure 3). Durant la période 2008-2010, le pays devient éligible au programme de « Petit Pays Très Endettés ». Cette éligibilité couplée à une crise armée positionne la Côte d'Ivoire comme une destination privilégiée de l'aide publique. Toutefois, la crise militaro-politique atteint son apogée en 2010, ce qui conduit à une baisse de l'APD durant cette année. A sa sortie de crise, le pays connaît des urgences sociales et atteint son point d'achèvement du programme PPTE. La combinaison de ces deux facteurs entraîne une augmentation de l'APD qui atteint son point culminant en 2012 qui est de 2 908 350 000 de dollars.

## La croissance économique – Investissements Directs Etrangers (IDE)

Les flux entrants nets d'IDE obtenus à partir des flux nets d'investissement moins les désinvestissements ont connu une variation. En effet, durant la période 2008-2011, le pays a vu une baisse drastique des IDE passant de 466 489 597 à 301 577 298,6 dollars soit un abattement de 35,35% de la valeur. Cette baisse substantielle était due à l'insécurité post crise qui sévissait dans le pays, la fragilité du contexte politique et au manque d'infrastructure.

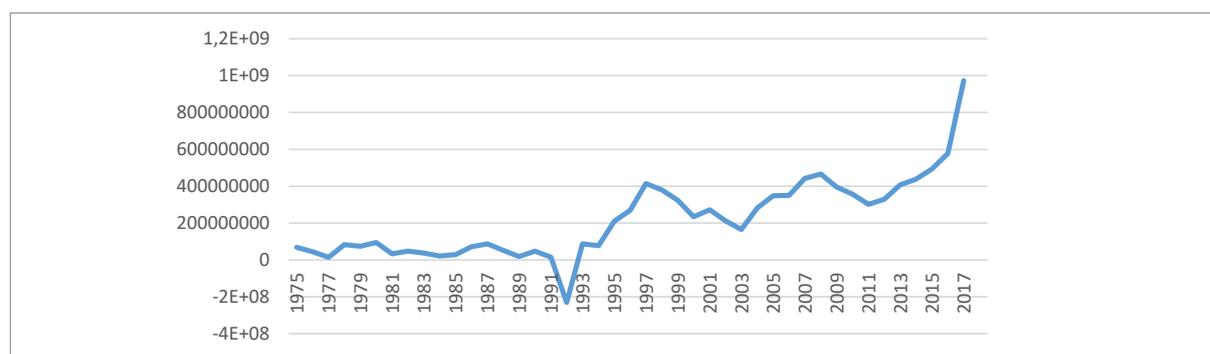


Figure 29 : Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants), Source (Banque Mondiale)

La stabilité relative du pays à partir de 2011 coïncide avec la hausse des investissements étrangers. Ces investissements n'ont pas cessé de croître depuis lors avec les performances macroéconomiques enregistrées jusqu'à décrire une allure exponentielle en 2017 en passant de 301 577 298,6 à 972 606 666,48478 dollars US.

## Dettes des administrations publiques

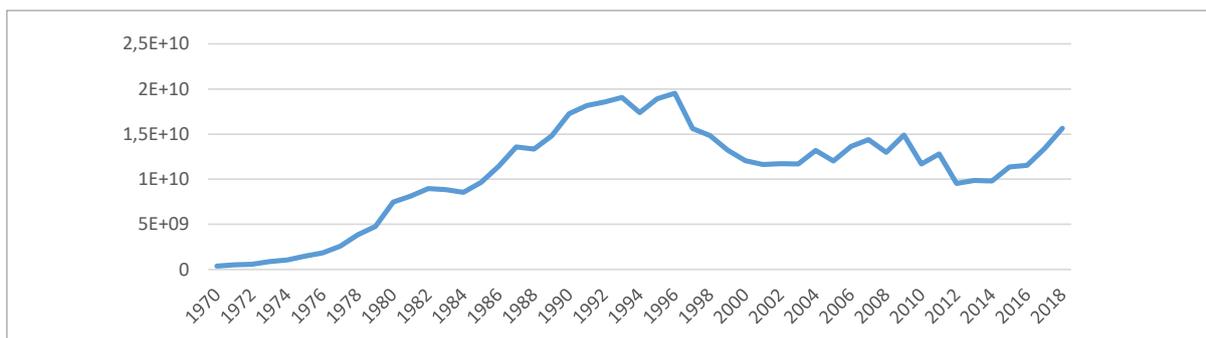


Figure 30 : stock de la dette extérieure en USD (Banque mondiale)

De l'indépendance à la dévaluation du francs CFA, la Côte d'Ivoire a connu une progression régulière de sa dette extérieure (La dette publique extérieure est celle due par l'Etat à des agents économiques non-résidents). Après la dévaluation, le pays a engrangé un flux important de devises grâce à la compétitivité induite, ce qui lui a permis de s'affranchir relativement du recours extérieur entraînant ainsi une baisse de la dette. Le coup d'Etat militaire de 1999 va entraîner une hausse de la dette du pays. Cette hausse sera entretenue par la crise politique que le pays connaîtra de 2002 à 2010. Toutefois, l'accession du pays au programme PPTE, va entraîner une baisse du stock de la dette grâce à une annulation conséquente du stock. Profitant de la baisse de sa dette, le pays va mettre en œuvre son programme national de développement qui aboutira à une remontée de la dette à partir de 2012. Cependant, la remontée reste modérée au vu de la pente de la courbe en 2017 qui reste largement inférieure à celle de 2019.

## La formation brute du capital fixe

La formation brute du capital fixe est l'investissement réalisé par les différents agents économiques dans des biens de production pour une durée d'utilisation supérieure à au moins 1 an.

En 2019, la formation brute de capital fixe de la Côte d'Ivoire était de 13.485 milliards de USD avec un taux de croissance du PIB de 6,852%. La figure 31 nous montre une croissance exponentielle de la formation brute de capital fixe entre 2011 et 2015. C'est-à-dire, de 8,95% de PIB, elle est passée à 23,66% en 2015. En 2019, la part de la formation brute de capital fixe dans le PIB était de 22,937%.

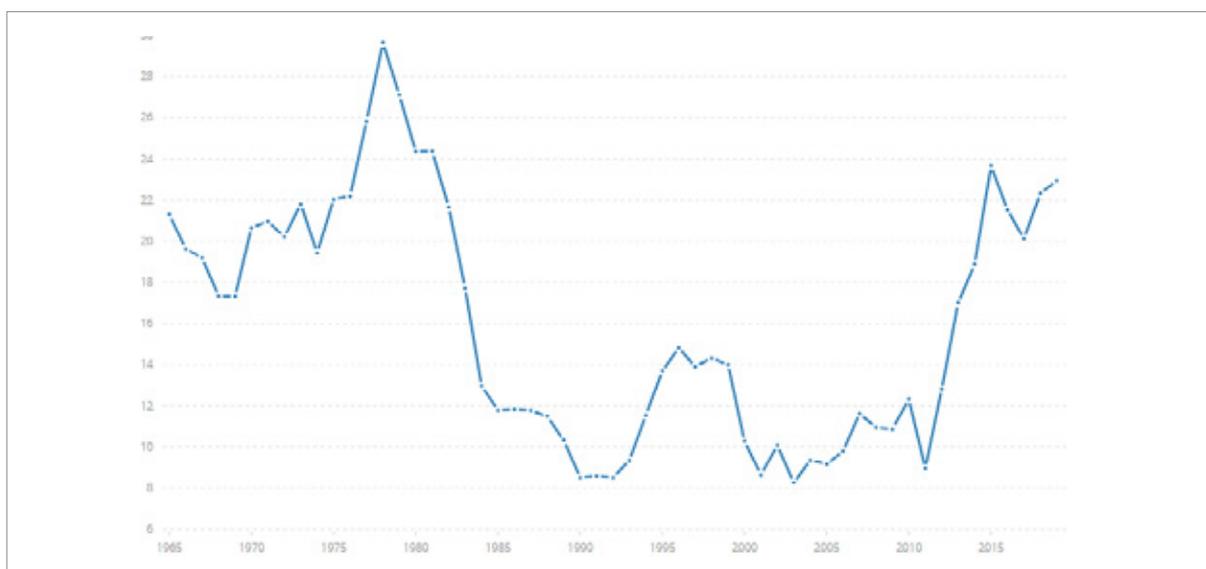


Figure 31 : Formation brute de capital fixe en % du PIB (Banque mondiale)

### 3.3.3. Capital environnemental

#### Dotation en ressources forestières

La Côte d'Ivoire qui disposait en 1960 de 16 millions d'hectares de forêt, n'en dispose plus que de 3,4 millions (Ministère des eaux et forêts, 2018), soit une disparition de 78,75% de sa forêt. A partir de 1990 date à partir de laquelle les données existent (données Banque Mondiale) on note une augmentation marginale de la surface forestière ivoirienne entre 1990 et 2016.

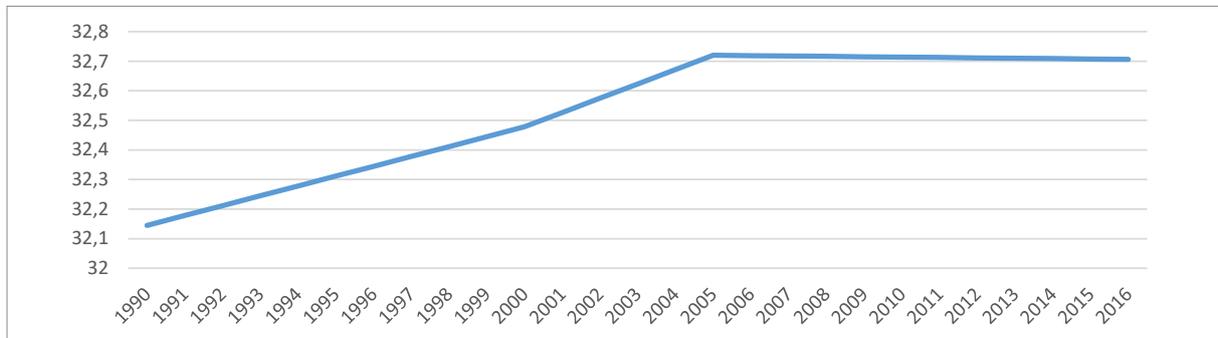


Figure 32 : Surface forestière (% du territoire) ; Source : Données Banque mondiale

En effet, elle est passée de 102.220 hectares en 1990 à 104.005,996 hectares en 2016. En 2016, la surface forestière ivoirienne était de 32,7% du territoire.

#### Etat de la biodiversité

La Côte d'Ivoire abrite une faune riche et diversifiée. Cette faune fait cependant l'objet d'une menace importante. Selon les données pour 2018, on compte en Côte d'Ivoire en termes d'espèces menacées 25 espèces d'oiseaux, 31 espèces de mammifères, 118 espèces de végétaux et 59 espèces de poissons (Source : United Nations Environmental Program and the World Conservation Monitoring Centre, and International Union for Conservation of Nature, Red List of Threatened Species).

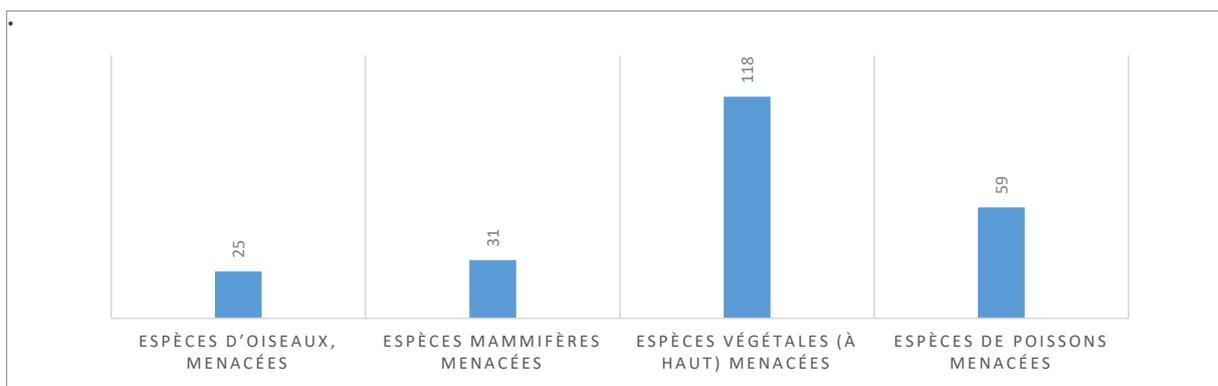


Figure 33 : Espèces menacées en Côte d'Ivoire en 2018, Données Banque mondiale

Globalement, la Côte d'Ivoire dispose de capitaux humain, économique et environnemental solides pour entamer sa marche vers un développement soutenable à long terme. L'espérance de vie des ivoiriens s'est améliorée au cours du temps. Le niveau d'éducation progresse également. La croissance économique est parmi les plus élevées en Afrique. Le défi majeur de cette forte croissance reste la répartition équitable des ressources car elle n'est pas assez inclusive pour permettre une baisse significative de la pauvreté et du chômage. Le capital environnemental reste également un défi important en Côte d'Ivoire, où la déforestation et la perte de la biodiversité restent des problématiques environnementales qui méritent des actions concrètes du gouvernement. L'initiative REDD+ représente dans ce contexte un excellent atout pour préserver le capital environnemental de la Côte d'Ivoire ainsi que tous les services écosystémiques inhérents.

### 3.4. « Impacts and Responses »

Les Impacts and Responses (Réponses) évaluent les réponses qui sont les interventions des pouvoirs publics pour orienter ou réorienter le développement vers un développement durable.

#### 3.4.1. Réponses pour le capital humain

##### Dépenses en santé

En Côte d'Ivoire, le secteur public reste le principal offreur de services de la santé et dispose de 3 niveaux. Au niveau primaire, on distingue les institutions sanitaires de premier contact (1910). Le niveau secondaire est composé des établissements de santé utilisés pour les premières références, incluant les hôpitaux généraux (66), régionaux (17) et spécialisés (2). Le niveau tertiaire, quant à lui, est composé d'établissements de santé destinés aux références secondaires telles que les hôpitaux d'enseignement (4) et les instituts nationaux spécialisés (9). Le secteur privé joue également un rôle clé dans l'offre de service de santé en Côte d'Ivoire.

En termes de couverture maladie, la majorité des ivoiriens n'y a pas accès. Elle est offerte à un nombre très limité d'ivoiriens comme les militaires, quelques fonctionnaires de l'Etat et quelques employés du secteur privé.

C'est dans ce contexte que le Plan de Développement National de la Santé 2016-2020 traduit la volonté de l'Etat d'apporter une réponse efficace au problème de santé en Côte d'Ivoire. Le PNDS 2016-2020 prévoyait un coût total de 2391,6 milliards de FCFA, dont 23% en dépense d'investissement et 77% en dépense de fonctionnement du système de santé.

En 2013, la dépense totale en santé s'élevait à 5,7% du PIB, selon les données de l'OMS. Elle est supérieure à la moyenne des pays à bas revenu (5%) et inférieure à la moyenne mondiale (9,2%).

La dépense générale du gouvernement ivoirien en santé représentait 8,5% de ses dépenses publiques totales (Base de données des dépenses globales en santé, OMS, 2013). Ce dernier chiffre est inférieur à l'objectif de 15% fixé par la Déclaration d'Abuja.

Dans cette même période, la part du gouvernement dans les dépenses totales en santé de la Côte d'Ivoire était de 33,1% et les 66,9% restant étaient financées par le secteur privé. L'Observatoire Global de la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime que les dépenses totales de la Côte d'Ivoire en santé étaient de 172 \$ (PPA) par habitant en 2013.

Selon les données rapportées dans le Plan National de Développement Sanitaire 2009-2013, les soins tertiaires représentent la plus grande part des dépenses gouvernementales en santé. Cette allocation inégalitaire défavorise les pauvres, qui sont plus sur les soins primaires.

##### Dépenses en éducation

La part des dépenses en éducation de la Côte d'Ivoire en pourcentage de son produit intérieur brut a drastiquement baissé entre 1992 (6,78%) et 2000 (3,7%). En 2016, cette part a augmenté jusqu'à atteindre 5,39% du PIB. Aujourd'hui, la part des dépenses d'éducation dans le PIB est en baisse en Côte d'Ivoire. Elle représentait seulement 4,36% du PIB et 18,33% des dépenses totales du gouvernement en 2018, soit environ 7,88 milliards USD. On constate également une baisse importante de 4 points de pourcentage de la part des dépenses publiques en éducation dans les dépenses totales du gouvernement ivoirien entre 2016 et 2018.

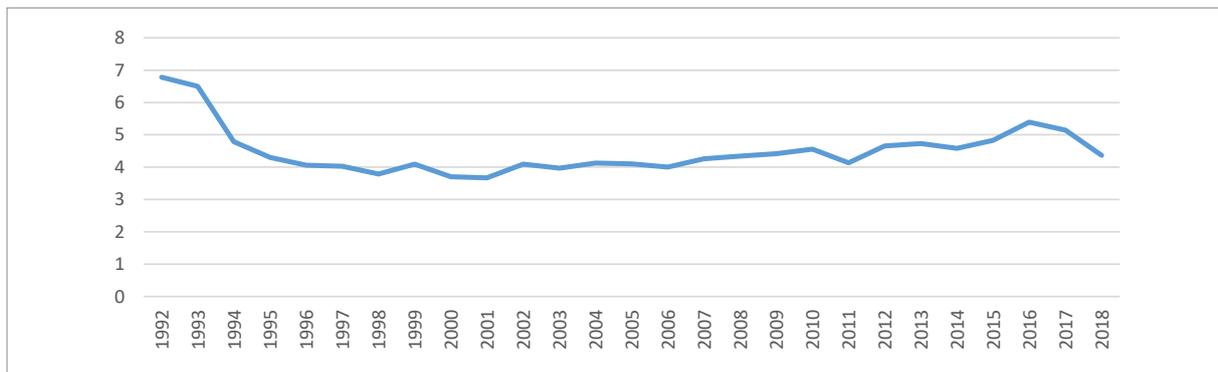


Figure 34 : Dépense d'éducation en % du PIB (Banque mondiale)

### 3.4.2. Réponses pour le capital économique

#### Investissement en infrastructures

Depuis la fin de la crise post-électorale, la Côte d'Ivoire mise sur le partenariat public privé pour financer les investissements dans les infrastructures du pays. Les investissements dans les infrastructures sont nettement en hausse. Notamment, les investissements dans le transport, dans les TIC et dans l'énergie ont connu une croissance importante ces dernières années. Selon les données de la Banque mondiale, les investissements dans les transports avec une participation privée ont quasiment doublé entre 2012 (285 milliards de \$) et 2017 (471,3 milliards de \$). Quant aux investissements dans l'énergie avec une participation privée, on constate également une augmentation de 300 millions de dollars entre 2012 et 2013. En 2014, le montant de ces investissements s'élevait à 269 millions de dollars.

### 3.4.3. Réponses pour le capital environnemental

#### Dépenses affectées à l'environnement

Le gouvernement ivoirien prend de plus en plus en compte l'environnement dans ses projets de développement. Selon le Projet de budget 2020 de la Côte d'Ivoire, le budget alloué à l'environnement, au cadre de vie et à la protection de la nature serait de 192,4 milliards de FCFA dont 156,6 milliards de FCFA pour la protection de l'environnement et de l'assainissement et 35,7 milliards de FCFA pour la protection de la faune et de la flore. Ce montant représente 2,4% du budget de l'État pour l'année 2020.

La Côte d'Ivoire agit également avec les partenaires locaux et internationaux pour la protection et la réhabilitation de l'environnement naturel. Par exemple, les projets REDD+ Côte d'Ivoire sont des actions menées pour réduire les gaz à effet de serre dus à la déforestation et à la dégradation des forêts. Ils jouent également les rôles de conservation des stocks, de gestion durable et d'accroissement des stocks de carbone. Selon les données nationales reportées par la Banque mondiale, 14,892% du territoire national ivoirien étaient des zones terrestres et maritimes protégées en 2018. Aujourd'hui, on observe une augmentation des surfaces forestières en Côte d'Ivoire grâce à des actions de réhabilitation et de reboisement sur le territoire.

En outre, les participations de la Côte d'Ivoire aux sommets internationaux sur l'environnement et le climat (COPs), la ratification de nombreux accords et conventions internationales, la mise en place de cadres politique, juridique et institutionnel et le soutien aux secteurs économiques et aux domaines environnementaux prioritaires montrent les efforts ivoiriens au profit de l'environnement. La Côte d'Ivoire mène également des actions efficaces contre le changement climatique à travers ses Contributions Nationales Déterminées et d'autres documents stratégiques pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation du réchauffement climatique. Selon le rapport national du

développement durable en Côte d'Ivoire dans la perspective Rio+20, la Côte d'Ivoire a ratifié plus de 40 textes internationaux relatifs à l'environnement et aux autres secteurs du développement durable. Et plus de 623 textes juridiques sont disponibles pour réglementer l'exploitation de l'environnement et des ressources naturelles en Côte d'Ivoire.

Les réponses du gouvernement ivoirien face aux enjeux de développement durable sont diverses et variées. Des actions plus ou moins significatives sont entreprises dans tous les domaines du développement durable (économie, social, environnement). Le social et l'environnement (pauvreté, éducation, santé, protection de la flore et de la faune) restent les défis majeurs auxquels fait face la Côte d'Ivoire. La crise sanitaire de 2020 nous montre la nécessité d'une transformation profonde de l'ensemble des systèmes sanitaire, éducatif, économique et commercial dans le monde entier, et particulièrement dans les pays en transition. Des réponses locales et concertées seraient un grand pas vers l'atteinte des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire.

### 3.5. Synthèse générale sur les indicateurs et tendances du développement durable en Côte d'Ivoire

Suivi des indicateurs de tendances du développement durable en Côte d'Ivoire			Enjeu
Drivers : Quels sont les activités et processus humains expliquant les pressions pesant sur le développement durable en Côte d'Ivoire ?			
Force motrice économique	Production agricole	Terres agricoles en hausse Valeur ajoutée agriculture en % du PIB en baisse	
	Production d'énergie	83% centrale thermique combustion fossile	
Force motrice démographique	Croissance de la population	2.5 % annuel	
	Population par classe d'âge	42% de 0 à 15 ans 54% de 15 à 54 ans	
Pressures : Quelles sont les pressions pesant sur le capital humain, environnemental et économique en Côte d'Ivoire ?			
Pressions sur le capital humain	Ressources renouvelables d'eau douce par habitant	En baisse	
	Accès à l'électricité	En hausse	
	Ratio élèves/enseignant	A améliorer	
Pression sur le capital économique	PIB/habitant	En baisse	
Pression sur le capital environnemental	Emissions de gaz à effet de serre	En hausse	
	Empreinte écologique	En hausse	
State : Quel est l'état du stock de capital humain, environnemental et économique en Côte d'Ivoire ?			
Capital humain	Santé (Espérance de vie)	S'améliore	
	Education (Enrôlement en primaire, collège et lycée en % du nombre d'enfants en âge)	S'améliore	
	Emploi (Taux d'emploi)	En baisse	
	Pauvreté	S'améliore	
Capital économique	Croissance économique (croissance du PIB)	Très bonne	
	Dette des administrations publiques (Stock de la dette extérieure)	En hausse	
	La formation brute du capital fixe	Très bonne	
Capital environnemental	Dotation en ressources forestières	S'améliore	
	Etat de la biodiversité	A améliorer	
Impacts and responses : Quelles sont les réponses apportées par les décideurs pour aller vers un développement durable en Côte d'Ivoire ?			
Réponses pour le capital humain	Dépenses en santé	A améliorer	
	Dépenses en éducation	En baisse	
Réponses pour le capital environnemental	Dépenses affectées à l'environnement	S'améliore	
Réponses pour le capital économique	Investissement en infrastructures	Très bonne	

## 4. A la rencontre d'un « champion national » du développement durable

### 4.1. Présentation du Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire

Le CSRS est une institution de recherche établie en Côte d'Ivoire depuis 1951 et régie par l'accord de siège du 25 mai 2001 conclu avec le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.

Elle est placée sous la double tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) de Côte d'Ivoire et du Secrétariat d'Etat à la Recherche, à la Formation et à l'Innovation (SEFRI) de Suisse à travers le Swiss TPH, Leading House pour l'Afrique.

Ses domaines d'intervention sont la recherche, la formation et les services à la demande des communautés, des collectivités, des partenaires au développement, des structures techniques des ministères...

La vision du CSRS est d'être une institution régionale d'excellence au service de la science, du renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, et de l'éclairage des processus multi-échelles de prises de décision pour le développement.

La mission du CSRS est de générer par la science, des évidences crédibles et servir de plateforme de partenariats pour le renforcement des capacités et la traduction des résultats de recherche en action de développement intersectoriel en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

#### Organes du CSRS

1. **Conseil d'Administration (semestriel)**
  - Présidence assurée par le MESRS (Côte d'Ivoire)
  - Vice-présidence assurée par le Directeur du Swiss TPH pour le compte du SEFRI (Suisse)
2. **Conseil scientifique (semestriel)**
  - Personnalités scientifiques de Côte d'Ivoire, de la Suisse et de la sous-région ouest africaine
3. **Comité (institutionnel) d'Ethique**
4. **Direction Générale**
  - Direction de la Recherche et du Développement (DRD)
  - Direction des Ressources et de la Valorisation (DRV)
  - Direction Administrative et Financière (DAF)

#### Personnel

Environ 108 chercheurs associés

- 35 Femmes
- 73 Hommes
- 32,41 % de femmes

98 employés (DAF)

- Ressources Humaines et Moyens Généraux
- Finances et Comptabilité
- Technologie et Système d'Information
- Intendance, Assistance administrative et Achats

#### Infrastructures

# 07

Stations de recherche thématiques dans différentes régions de la Côte d'Ivoire

- Biodiversité (03),
- Sécurité alimentaire (02),
- Santé (02)

# 03

Dispositifs de test d'insecticides en phase 2

# 01

Système de Surveillance Démographique de Taabo

# 01

Guest house

# 07

Laboratoires inscrits dans une processus d'accréditation Bonnes Pratiques de Laboratoire (GLP/BPL)

- Botanique,
- Chimie,
- Parasitologie,
- Microbiologie,
- Biologie moléculaire,
- Cytologie.

# 01

herbier

# 01

Bibliothèque physique et virtuelle

# 02

Insectariums

## 4.2. Présentation de quelques projets du CSRS en lien avec les ODD par groupes de recherche et Domaine d'Activités Principales

### Groupe Conservation et Valorisation des Ressources Naturelles – CVRN



### Domaine d'Activités Principales 1 :

### Biodiversité animale, Ethologie et Services écosystémiques



**Investigateurs principaux**

KONE Inza<sup>1a</sup>  
 KOFFI André Djaha<sup>2a</sup>  
 BOGUI Elie Bandama<sup>3a</sup>  
 OUATTARA Karim<sup>4a</sup>

1. Directeur Général du CSRS
2. Enseignant- chercheur Université Lorougnon Guédé de Daloa
3. Enseignant- chercheur Université de man
4. Université Félix Houphouët Boigny

a – Chercheur associé au CSRS

**TITRE DU PROJET**  
 Développement de chaîne de valeur verte pour la conservation communautaire de ressources naturelles à la Forêt des Marais Tanoé Ehy, Sud-est de la Côte d'Ivoire

**OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE - ODD - COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE**  
 ODD 2 : Lutte contre la faim  
 ODD 3 : Bonne santé et Bien-être  
 ODD 13 : Mesures de Lutte contre le changement climatique  
 ODD 14 : Vie aquatique  
 ODD 15 : Vie terrestre

**RESUME DU PROJET**  
 Ce projet vise à démontrer l'efficacité du modèle de conservation communautaire en combinant la conservation et le développement local - ce qui est essentiel pour garantir une large adhésion de la population à la conservation des forêts en améliorant les moyens de subsistance. Le projet a développé des chaînes de valeurs vertes sur le manioc avec des groupements de femmes et les produits forestiers non ligneux issues du reboisement conduit en agroforesterie. 11 villages sont impliqués dans ce projet de conservation de la Forêt des Marais Tanoé Ehy (FMTE), qui regorge une diversité d'espèces endémiques et quatre espèces de primates menacées d'extinction dont une déclarée éteinte en milieu naturelle. Le projet a renforcé une gouvernance locale en matière de gestion de ressources naturelles. L'innovation du projet repose sur le changement de paradigme dans la conservation avec une responsabilisation effective des communautés locales dans un élan de collaboration transfrontalière avec le Ghana.

**BAILLEURS**








### Domaine d'Activités Principales 2 :

### Biodiversité végétale et Bioproduction



**Chef adjoint de projet**

Doudjo N. OUATTARA

Enseignant-chercheur Université NANGUI ABROGOUA

Chercheur Associé CSRS

**TITRE DU PROJET**  
 Projet – Palmiers solidaires

**OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE - ODD - COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE**  
 ODD 4 : Education de qualité  
 ODD 8 : Travail décent et croissance économique  
 ODD 12 : Consommation et production responsables  
 ODD 15 : Vie terrestre

**RESUME DU PROJET**  
 En Côte d'Ivoire, la plupart des palmiers (Arecaceae) est exploitée par la population dans de nombreux secteurs de l'économie communautaire. C'est le cas dans la localité de Divo où les fibres du raphia sont utilisées pour la confection d'un pagne typique du terroir. Cependant, les artisans sont confrontés à un manque de matières premières qui compromet la durabilité de leurs activités. Afin d'assurer la pérennité de ces ressources tout en augmentant leurs revenus, « l'approche 3 en 1 dans la conservation et la valorisation des ressources naturelles » est implémentée. C'est un modèle qui fait interagir, sur un même site (le Jardin des Palmiers), différents acteurs, à travers des ateliers de production et une boutique de commercialisation, un centre d'éducation environnementale qui accueille les élèves ainsi qu'un jardin botanique qui regorge les espèces utilisées par les artisans. Le concept peut être généralisé et adapté à d'autres contextes et régions.

**BAILLEURS**




## Groupe Sécurité Alimentaire et Nutrition - SAN



### Domaine d'Activités Principales 1 : Mode de vie, et transition nutritionnelle



#### Principal Investigator

KONAN Amino Georgette

Enseignante chercheure,  
Maître de conférences  
Université Félix Houphouët  
Boigny

Chercheuse Associée  
CSRS

#### TITRE DU PROJET

Conception et validation d'un guide alimentaire et nutritionnel pour l'amélioration de la santé en Côte d'Ivoire

#### OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE - ODD - COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE

ODD 2 : Faim « zéro »

ODD 3 : Bonne santé et bien-être

#### RESUME DU PROJET

Le manque d'informations sur le tandem nutrition-santé, et sur les habitudes alimentaires de la population sont des facteurs qui favorisent l'émergence des maladies métaboliques (diabète, maladies cardiovasculaires...) et leurs facteurs de risque (obésité, hypertension...) dans les pays en développement tels que la Côte d'Ivoire. La lutte contre ce fléau est essentiellement médicale avec des actions de prévention limitées. L'objectif de ce projet est donc de contribuer à la prévention des maladies métaboliques en Côte d'Ivoire notamment en zone urbaine, par l'établissement d'un guide alimentaire. A cette fin, une enquête-ménage sur les habitudes et les caractéristiques socio-économiques de la population a été réalisée dans la ville d'Abidjan (plus grande agglomération du pays). Cette enquête a été couplée à des analyses de la composition nutritionnelle des mets consommés et le dosage des biomarqueurs des maladies métaboliques. Le guide alimentaire, prenant en compte toutes les données issues de ces différentes investigations, est en cours d'élaboration. Ce document servira à orienter la population dans ses choix alimentaires, le personnel médical dans les prescriptions diététiques, et les industriels (agroalimentaires et pharmaceutiques) dans les propositions de produits ou compléments alimentaires. Cette étude a été réalisée à travers une collaboration entre l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) et le Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS).

#### BAILLEURS



### Domaine d'Activités Principales 2 : Durabilité des systèmes de production agricole et sécurité alimentaire



#### Principal Investigator

ETTIEN Djétchi Jean Baptiste

Enseignant chercheur  
Université FHB

Chercheur Associé  
CSRS

#### TITRE DU PROJET

Approche participative de sélection de variétés améliorées d'igname de l'espèce *Dioscorea cayenensis-rotundata* en station dans un système de culture résilient dans la région Centre de Côte d'Ivoire.

#### OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE - ODD - COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE

ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

ODD 13 : Lutte contre les changements climatiques

#### RESUME DU PROJET

Malgré son importance dans la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, la production vivrière en Côte d'Ivoire reste confrontée à de nombreuses contraintes telles que la disponibilité des semences de qualité et les systèmes de culture. A cela s'ajoute la variabilité climatique qui impacte la disponibilité des terres cultivables et les rendements. Quatre-vingt-neuf (89) variétés améliorées d'ignames issues de l'IITA ont été testées en mini-fragments sur des billons sans tuteurage de 2000 à 2009 en station pour en identifier les plus performantes dans la localité de Toumodi. Dix variétés de l'espèce *Dioscorea rotundata* ayant une bonne qualité culinaire et résistantes aux parasites ont enregistré des rendements moyens compris entre 23 t/ha et 25 t/ha contre 8 à 9 t/ha pour Krenglè et Kponan deux variétés traditionnelles. Ces variétés améliorées apparaissent ainsi comme des variétés résilientes de portée environnementale et économique à promouvoir dans la sécurité alimentaire des ménages.

#### BAILLEURS



FISDES

## Groupe Environnement et Santé - ESA



### Domaine d'Activités Principales 1 : Risques environnementaux et sanitaires



**Principal Investigator**

KONE Brama, PhD, Ing.

Enseignant- Chercheur

Université Péléforo Gon Coulibaly

Chercheur Associé CSRS

**TITRE DU PROJET**

Projet - Vulnérabilités et résilience au paludisme et aux bilharzioses aux franges Nord et Sud de la bande Sahélienne dans un contexte de changements climatiques

**OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE -ODD- COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE**

ODD 3 : Bonne Santé et Bien-être  
 ODD 6 : Eau Propre et Assainissement  
 ODD 13 : Lutte contre les Changements Climatiques

**RESUME DU PROJET**

Les changements climatiques affectent le fonctionnement des écosystèmes et peuvent favoriser la recrudescence du paludisme et des bilharzioses qui affectent respectivement environ 243 millions et 193 millions de personnes par an dans le monde, majoritairement en Afrique au sud du Sahara. Le présent projet conduit de 2013 à 2017 en Côte d'Ivoire et en Mauritanie avait pour objectif d'identifier les déterminants socio-économiques, environnementaux, climatiques et socio-sanitaires de la vulnérabilité des populations aux deux maladies. Utilisant l'approche Ecosanté, le projet a aidé à mieux comprendre les déterminants des maladies et leurs dynamiques spatio-temporelles, notamment les facteurs météorologiques et leur impact sur la transmission des maladies dans les deux pays. Les résultats obtenus ont permis de faire une dizaine de publications scientifiques et de soutenir quatre Masters et 3 Doctorats dont 2 PhD et 1 Doctorat de Médecine. Ils ont également permis d'accroître la résilience des communautés face aux deux maladies par le renforcement des capacités des acteurs non étatiques (ONG) de la lutte contre les maladies et les acteurs locaux de la santé, notamment ceux des structures privées de soins et enfin des programmes nationaux de lutte contre les deux maladies.

**BAILLEURS**



### Domaine d'Activités Principales 1 : Santé humaine et santé animale



**Principal Investigator**

Tchicaya Emile F.S.

Enseignant chercheur Université UPGC

Chercheur Associé CSRS

**TITRE DU PROJET**

Etude communautaire en phase III de SumiShield 50WG, un produit de pulvérisation intra-domiciliaire à nouveau mode d'action pour la gestion de la résistance aux insecticides

**OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE -ODD- COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE**

ODD 3 : Accès à la santé

**RESUME DU PROJET**

L'émergence et la propagation de la résistance des vecteurs du paludisme aux insecticides constituent des obstacles majeurs à la lutte contre le paludisme. Il est par conséquent nécessaire de développer et valider de nouveaux outils de lutte avec de nouveaux modes d'action, afin de donner aux différents acteurs impliqués dans la lutte contre le paludisme un maximum de choix et stratégies. Cette étude visait à évaluer l'efficacité du produit SumiShield 50WG, appartenant à la famille des néonicotinoïdes, comme insecticide pour la pulvérisation intra-domiciliaire (PID) en Côte d'Ivoire. L'étude a été une évaluation en simple aveugle partiellement randomisée au niveau communautaire avec 2 bras de traitement (SumiShield 50WG et le contrôle positif: Actellic 300CS) et un bras non traité (traité avec de l'eau) pour servir de contrôle négatif. Elle a été menée dans 15 sous-villages d'environ 100 ménages (10 sous-villages ou grappes avec traitement et cinq sans traitement). Au regard des taux de mortalité élevés sur les souches sensibles et résistantes d'An. gambiae, SumiShield 50 WG a démontré être un insecticide prometteur pour les PID. A ce jour, grâce aux résultats obtenus, ce produit est recommandé dans le cadre du programme de lutte contre les vecteurs du paludisme dans les zones de forte résistance aux familles d'insecticides traditionnellement utilisées en santé publique.

**BAILLEURS**



## Groupe Gouvernance Sociétés Développement Economique - GSDE



### Domaine d'Activités Principales 1 : Systèmes sociaux



#### Principal Investigator

ADOU Djane

Chercheur  
INHP

Chercheur Associé  
CSRS

#### TITRE DU PROJET

Projet - Le développement durable à l'épreuve des conflits politiques

#### OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE - ODD - COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE

ODD 16 : Justice et paix

#### RESUME DU PROJET

Les conflits politiques et leurs conséquences ont largement ébranlé les acquis du développement en Côte d'Ivoire depuis au moins 1980. Le retour au multipartisme en 1990, les tensions idéologiques ethno-nationalistes portées par les protagonistes engagés dans la succession à la suite du décès du premier président en 1993, le coup d'Etat de 1999, la rébellion de 2002 et ses épisodes de violences jusqu'à la crise postélectorale de 2010-2011 ont constitué des périodes de forte régression des indicateurs sociaux, politiques, économiques et environnementaux du développement durable en Côte d'Ivoire.

Au niveau socio-politique, la justice transitionnelle et la réconciliation sont malmenées par des alliances et désalliances et une restructuration permanente de l'espace politique alimentée par des cycles de violences à chaque période électorale. En somme, trois cycles combinés de projets sur les conflits politiques et les modalités de leur traitement montrent que les modalités de traitement des conflits politiques survolent les racines profondes des conflits, une violence politique qui peut faire décliner les indices positifs du développement durable en Côte d'Ivoire.

#### BAILLEURS



### Domaine d'Activités Principales 2 : Economie de l'environnement et du développement local



#### Principal Investigator

AMIN Ariane Manuela

Enseignant chercheur  
Université FHB

Chercheur Associé  
CSRS

#### TITRE DU PROJET

Projet - Effet d'entraînement du changement climatique sur l'économie bovine en Côte d'Ivoire

#### OBJECTIF DU DEVELOPPEMENT DURABLE - ODD - COUVERT PAR LE PROJET DE RECHERCHE

ODD 2 : Lutte contre la faim

ODD 13 : Lutte contre le changement climatique

#### RESUME DU PROJET

Sur les questions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, peu d'études scientifiques existent pour fournir aux décideurs des informations contextuelles et empiriques pour améliorer la prise de décision en Afrique de l'Ouest.

La présente étude vise à combler le gap en évaluant les impacts du changement climatique sur le développement du secteur économique sous-régional du commerce du bétail entre la Côte d'Ivoire et les pays sahéliers.

Cette étude vise à permettre à la Côte d'Ivoire d'anticiper les risques climatiques sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des acteurs du secteur du commerce du bétail. Au niveau régional, l'anticipation du risque climatique pour le développement de ce secteur contribuera au renforcement de l'intégration économique régionale.

#### BAILLEURS



## 5. Annexes Méthodologiques

### 5.1. Méthodologie pour l'analyse de contenu – section 1

Nous avons exploré l'occurrence du concept de développement durable, à travers les indicateurs d'ODD dans les politiques publiques en Côte d'Ivoire en fournissant une analyse de contenu systématique de documents stratégiques. Les documents ont été traités comme une composante initiale de la politique publique, car ils illustrent les intentions et indiquent un plan d'action pour les perspectives de développement de la Côte d'Ivoire.

Nous avons sélectionné 2 principaux documents de perspective de développement du pays ainsi que 2 rapports d'institutions internationales sur les perspectives de développement de la Côte d'Ivoire.

L'analyse du contenu des documents a été réalisée à l'aide de méthodes déductives et interprétatives. Le logiciel MAXQDA a été utilisé pour le codage et la récupération du texte codé pour l'analyse. Une liste de code a été élaboré sur la base des 17 ODD.

### 5.2. Méthodologie pour l'analyse bibliométrique – section 2

L'analyse bibliométrique a consisté en une analyse quantitative des ouvrages (articles et livres) produits par la communauté scientifique sur le développement durable en Côte d'Ivoire. L'analyse bibliométrique se veut un outil de mesure du dynamisme de la production scientifique sur le développement durable dans ce pays tout en permettant d'avoir une vision globale du positionnement et de l'impact des résultats de recherche de cette thématique.

Concrètement, nous avons eu recours au logiciel de recherches bibliométriques Publish or Perish pour récupérer les citations universitaires sur la problématique du développement durable en Côte d'Ivoire dans le moteur de recherche Google Scholar<sup>2</sup> en insérant les mots-clés suivants, « développement durable » et « Côte d'Ivoire ». Puis, après l'obtention d'une base de données de 1 000 références bibliographiques, nous l'avons exporté dans le tableur Excel de Microsoft pour effectuer un tri des ouvrages pertinents liés à notre thématique.

Sur les 1000 publications scientifiques en français tirés de façon aléatoire, un codage sur la base des titres a permis de circonscrire les articles pertinents : Développement durable sur la Côte d'Ivoire. Un double codage a été réalisé avec un second codeur suivi de discussions sur les références avec codage différent. Un tri sur les articles non-sélectionnés lors des premiers codages a été réalisé pour repêcher des articles qui aurait été omis. 357 articles ont été ainsi identifiés sur la base des 1000 des articles tirés aléatoirement qui ont servi à l'analyse.

---

<sup>2</sup> Certes, il n'est pas recommandé d'utiliser Google Scholar pour les recherches bibliométriques, mais son caractère gratuit et sa recherche par mot clé dans de dizaines des millions de documents ont guidé notre choix.



**RAPPORT SUR  
LE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE EN  
CÔTE D'IVOIRE :  
ETAT DES LIEUX ET  
TENDANCES**

---



Fax: +225 27 23 45 12 11  
Tél: +225 27 23 47 27 90 / +225 07 78 26 81 21  
Email : [gsde@csrs.ci](mailto:gsde@csrs.ci)  
01 B.P. 1303 Abidjan 01 CI  
[www.csrs.ch](http://www.csrs.ch)

**CSRS**  
Centre Suisse de Recherches  
Scientifiques en Côte d'Ivoire

